



INTERNET HAUTE PERFORMANCE
 INTÉGRATEUR RÉSEAUX & TÉLÉCOMS
 INGÉNIERIE INFORMATIQUE
 RADIOCOMMUNICATION & SÉCURITÉ ÉLECTRONIQUE
 GÉOLOCALISATION & MONITORING

OFIS
 IT. Services. People. You trust.

(+242) 06 600 0000 info@ofis-technologies.com

LA SEMAINE AFRICAINE



65^{ème} année

lasemaineafricaine.net

N° 3761 du Vendredi 26 Janvier 2018 - 65^e Année - Siège Social: Bd Lyautey - Brazzaville - B.P.: 2080 - CONGO: 500 F. CFA - FRANCE: 1,75 Euro - Tél.: (+ 242) 06 668 24 72 - 06.889.98.99 / 05.528.03.94 - E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

CHAN 2018

Place aux duels sans merci et sans calcul!



Un premier tour entre surprises et confirmations. Et après?

AMIS LECTEURS,

Nous vous invitons vivement à ne pas manquer notre rubrique hebdomadaire «Un Dimanche en paroisse». Mardi 30 Janvier 2018 Saint-Charles Lwanga de Makélékélé (Archidiocèse de Brazzaville)

La Rédaction.

Paroisse Saint-Paul de Madibou (Archidiocèse de Brazzaville)

Sortie officielle de la chorale Saint Paul

La nouvelle chorale paroissiale Saint-Paul fera sa sortie officielle, le samedi 27 janvier 2018, à 9 heures, au cours d'une messe qui sera célébrée à l'occasion de la fête patronale paroissiale. L'idée de la création de cette deuxième chorale est venue le 21 août 2017, à La Vouéla lors d'une séance de travail sur l'état des lieux de la paroisse entre les deux bureaux des Conseils paroissiaux et les gestionnaires. Le besoin s'est encore fait sentir avec l'idée de la célébration les dimanches de la messe de 18 heures à partir du 15 octobre dans cette paroisse. A signaler que dans les paroisses situées sur la rive droite du Djoué, au sud de l'archidiocèse de Brazzaville, aucune messe n'était célébrée les dimanches soirs jusque-là. Au début, la messe a été confiée à la confrérie Sainte-Rita. Vu le nombre des chrétiens qui commençaient à y prendre part et les quelques manquements observés au niveau des chants par la confrérie dont la vocation n'est pas de chanter, le curé de la paroisse, l'abbé Adrien Batantou et les deux Conseils ont décidé de rendre réelle la création de cette chorale et de sa sortie officielle au cours de la célébration de la fête patronale. Cette chorale à ses débuts est encadrée par l'abbé Presley Nkodia, en stage diaconal dans cette paroisse.

Abbé Presley NKODIA

Négociations sur la crise du Pool

Une feuille de route assortie de recommandations sur la table du Gouvernement

Le ministre Raymond Zéphirin Mboulou remettant officiellement le rapport de la commission ad hoc au Premier ministre Clément Mouamba.

(P.3)



Conseil Œcuménique des Eglises chrétiennes du Congo

Mgr Panteleimon Arathymos succède au pasteur Joseph Tchibinda Mavoungou

(P.9)



Editorial

Valeurs de religion

Antivaleurs

La communauté islamique s'implique

(P.5)



HILARY HOTEL
 Séjournez à Pointe-Noire, à partir de 30.000 F.cfa la chambre

UN BUFFET DE : 5 000 FCFA

Situé à 5 minutes de l'Aéroport international AGOSTINO NETO
 05 730 27 21 / 06 648 82 45 / 04 444 24 67



AIRD
African Initiatives for Relief & Development
Initiative Africaine pour le Secours et le Développement

Empowering Africa – Growing Together

APPEL D'OFFRE: 001/UAL/AIRD/CPD/2018

Concerne: Fourniture des Pièces de rechange pour (Véhicules légers de Marques Toyota Land Cruiser, Camions Mercedes 1017, Motocyclettes de marques Japonaise, Générateurs, Moteurs Hors Bords)

1 /Contexte et justification

African Initiatives for Relief and Development (AIRD) en sigle, Organisation Internationale, non Gouvernementale à but non lucratif et partenaire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) en République du Congo, lance un avis d'appel d'offres pour la sélection des fournisseurs des pièces détachées des véhicules légers de marques Toyota type Land Cruiser et LAN 25, des camions Mercedes 1017, des motos DT 125, des générateurs SDMO, OLYMPIAN, et Wilson 15KVA; des moteurs hors-bord de marques YAMAHA Se trouvant à Brazzaville et dans le département de la Likouala. La liste des pièces et leurs spécifications techniques est à récupérer au bureau AIRD à l'adresse mentionnée en bas de page.

2 / Mission Générale

Fournir à AIRD des pièces de première qualité aux meilleurs prix et dans les délais raisonnables pour le bon fonctionnement des véhicules légers, camions, motos, moteurs hors-bord, et générateurs.

3) Modalités d'intervention

Les offres soumises doivent avoir une validité d'une année (12) mois sans avoir à modifier les prix des pièces.

4/Qualification/Critères de sélection

Normes administratives

- Faire montre d'une bonne probité morale
- Etre une société/entreprise ou Ets reconnu dans la vente des pièces détachées avec une adresse physique.
- Si possible, fournir une fiche de présentation sommaire de l'entreprise (forme juridique, expérience dans le domaine avec références précises sur des marchés antérieurs similaires, situation géographique)
- Disposer d'un reçu de paiement de la patente pour l'année 2017 dont AIRD se réserve le droit de vérifier l'originalité.
- Avoir un compte domicilié dans une banque en République du Congo au nom de l'établissement ou de l'entreprise
- Normes techniques:
- Fournir au projet des pièces originales suivant les spécifications techniques décrites dans la liste des pièces.

5/ Conditions de paiement

- Les paiements seront effectués par chèque au plus tard quinze (15) après la réception complète

des pièces sur présentation des documents suivants:

- Bon de livraison dûment signé et cacheté par le destinataire (AIRD) avec la mention (reçu conforme au bon de commande),
- Facture
- Bon de réception signé et cacheté avec la mention (reçu conforme au bon de livraison)
- Bon de commande

6/ Procédures de sélection/Evaluation des offres

AIRD, vérifiera si les offres sont conformes dans la forme et le fond au regard des critères et autres conditions fixées ci haut. AIRD se réserve le droit de rejeter toute offre jugée non conforme.

7/ Dépôt des offres

Les offres devront être anonymes, adressées au Directeur Programme Pays AIRD avec la mention «Appel d'Offre Numéro 001/AIRD/UAL/CPS/CPD/2018 et déposées en copie dure au plus tard le 05 /02/2018 à 12h00 sous pli fermé au 159 avenue de la base quartier Batignolles arrêt Bopaka.

N.B: Les sociétés/entreprises/établissements intéressés par ledit appel d'offre sont priées de passer au bureau AIRD pour récupérer la liste des pièces à fournir.

Fait à Brazzaville, le 21 janvier 2018

Directeur Programme Pays

Amadou SIDIBE

CHAMBRE NATIONALE DES NOTAIRES DU CONGO
CHAMBRE DEPARTEMENTALE DES NOTAIRES DE BRAZZAVILLE
OFFICE NOTARIAL GALIBA
Me Henriette Lucie Arlette GALIBA
3, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, Plateau Centre-ville (ex-Trésor)
B.P.: 964/Tél.: 05 540-93-13; 06 672-79-24
E-mail: notaire_galihen@yahoo.fr/Web: www.notairegaliba.com
REPUBLIQUE DU CONGO

HOSANNA

Société A Responsabilité Limitée/Capital social: 10.000.000 Francs CFA
Siège social: Pointe-Noire, Sangholo, Zone Industrielle
Arrondissement 2 Mvoumvou/RCCM: 12 B 577
REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS DE DEMISSION DU GERANT ET SON REMPLACEMENT
ETUDE MISE EN CONFORMITE DES STATUTS AVEC L'ACTE UNIFORME
RELATIF AU DROIT DES SOCIETES ET DU GROUPEMENT D'INTERET
ECONOMIQUE REVISE ET ADOPTE EN 2014 A OUAGADOUGOU
(BURKINA-FASO)

Aux termes du procès-verbal d'assemblée ordinaire des associés de la société «HOSANNA» SARL, dressé en la forme authentique par Maître Henriette Lucie Arlette GALIBA, en dote à Brazzaville, du 15 décembre 2017, enregistré le 18 décembre 2017, à la recette des impôts de la Plaine, sous folio 223/4 numéro 2611, les associés ont statué sur l'ordre du jour suivant:

- de l'acceptation de la démission de Monsieur Bernard POATY TCHISSAMBOU au poste de Gérant, et pourvu au remplacement de ce dernier en nommant Madame Eléonore MABARI, pour la durée restante du mandat de

son prédécesseur, soit sans limitation de durée;
- de la mise en harmonie des statuts de la société au droit OHADA.

En conséquence, l'ensemble des actes y relatifs ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 21 décembre 2017, sous le n° 17 DA 1555 et mention modificative a été faite au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier le même jour, sous le numéro M2/17-2607.

Pour avis,
Me Henriette L.A. GALIBA,
Notaire.



PARIS SPORTIFS ET JEUX VIRTUELS
On parie sur tous les terrains

CONGOBET

Société à responsabilité Limitée (SARL)
Siège Social : 371, avenue Charles De Gaulle,
Centre-ville, marché Plateau,
Pointe-Noire - Congo
B.P.: 1442/Pointe-Noire.
RCCM Pointe-Noire (CG/PNR/16 B 1110)
Tél.: 06 920 60 26

Activité: Opérateur de jeux d'argent (paris sportifs, jeux virtuels, machine à sous, jackpots)

LA SEMAINE AFRICAINE

Bihebdomadaire d'information générale,
d'action sociale et d'opinion, s'inspirant de la
Doctrin Sociale de l'Eglise Catholique
Siège: Bd. Lyautey (en face du CHU)
B.P. 2080 - BRAZZAVILLE

Journal édité par la Commission Episcopale
des Moyens de Communication Sociale.

Président:

Mgr Miguel Angel OLAVERRI,
Evêque de Pointe-Noire
Vice-Président
Mgr Anatole MILANDOU
Archevêque de Brazzaville

Directeur de Publication / Rédacteur en chef:
Albert S. MIANZOUKOUTA

Rédacteurs en chef adjoints:
Véran Carrhol YANGA (Secrétaire de rédaction)
Tél.: (242) 06.668.24.72/01 116 63 33
Aristide Ghislain NGOUMA
(Responsable page internationale)
Tél.: (242) 05 500 77 77/ 06 610 77 77
Cyr Arnel YABBAT NGO
(Responsable pages nationales)
Tél.: (242) 05 500 77 68 / 06 661 98 43
Infographie:
Atelier: La Semaine Africaine
Service Commercial:
Brazzaville:
Tél.: 06.889.98.99 / 05.528.03.94

Pointe-Noire:
Direction: Tél.:05 557.02.03 / 06 985.41.79
Service commercial: 05 553 16 93 / 06 671 44 05

E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr
Site Internet: lasemaineafricaine.net

Pour une analyse sereine:
La Semaine Africaine

Négociations sur la crise du Pool

Une feuille de route assortie de recommandations sur la table du Gouvernement

La Commission ad hoc mixte paritaire chargée du suivi de l'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités dans le Pool signé à Kinkala le 23 décembre 2017 a remis, officiellement, le lundi 22 janvier ses recommandations au Premier ministre Clément Mouamba. Le document, rédigé au terme du premier volet des négociations entre les représentants du Gouvernement et ceux du Pasteur Ntumi, reprend, noir sur blanc, l'ensemble des engagements pris par les deux parties. Ils doivent permettre la poursuite du processus de paix dans le Pool, département en proie à une rébellion armée depuis avril 2016.

Le texte reprend l'ensemble des recommandations formulées par les représentants du Gouvernement et ceux des ex-rebelles. Parmi elles, figure le sort de Ntumi. La commission se dit convaincue que l'ancien chef rebelle doit recouvrer ses droits et sa liberté de mouvement. Le ramassage des armes dans le Pool figure également parmi les recommandations. «Depuis quelques jours, la commission s'est réunie et a travaillé quatre jours durant pour réfléchir sur cette problématique du Pool et proposer au Gouvernement quelques recommandations afin, que la paix soit de mise dans le Pool. Les membres de la commission ont signé le rapport de leurs travaux que j'ai le devoir de vous remettre, Monsieur le Premier ministre», a déclaré le ministre de l'Intérieur, Raymond Zéphyrin Mboulou, qui a supervisé les travaux de la commission mixte paritaire, dans le cadre de ce premier volet de négociations. Réceptionnant le document, Clément Mouamba a estimé qu'à la date du 23 décembre, l'accord était le meilleur cadeau de Noël et de bonne année offert au peuple congolais. «Je crois qu'on a tous fait preuve de lucidité et de courage politique pour prendre l'option de mettre fin à ce qui devenait incongru pour

tout notre pays. Il y avait de la douleur, la douleur dans nos populations, pas seulement celles du Pool, et des effets collatéraux malheureux pour tout le pays. Le Pool dans l'état qui est le sien, un état de délabrement avancé, voire répétitif, ça ne peut pas honorer les enfants du Pool, ni les compatriotes ou les patriotes avisés. Donc, la décision prise le 23 décembre dernier, c'est une décision courageuse que nous devons assumer tous. Je suis heureux de voir qu'après cette décision, vous avez pu vous retrouver pour travailler pendant quatre jours durant pour donner un contenu, une feuille de route pour que ces accords trouvent leur exécution dans les faits et de manière responsable», s'est-il réjoui.

Pour lui, l'objectif est simple, «c'est de ramener la paix dans le Pool, de remettre la confiance entre nous et que cette partie du Pool réintègre la logique nationale où l'Etat doit restaurer son autorité, les populations doivent vaquer à leurs occupations, les enfants et autres qui n'ont pu aller à l'école doivent pouvoir le faire», a-t-il signifié.

En signant cet accord de paix, le Premier ministre a laissé entendre que le Gouvernement ne l'a pas fait pour des besoins médiatiques, «avec des arrières



La cérémonie officielle de remise du rapport au Premier ministre

pensées qui seraient de nature à trahir ou à dribbler. Ça été fait parce que nous avons besoin de revoir le Pool retrouver la communauté nationale et que le pays redémarré correctement, parce que le Pool malade, c'est un handicap pour la marche du pays au-delà des coûts financiers, humains et psychologiques que cela a pu engendrer et de l'image désastreuse que cela a pu donner à notre pays.»

D'ailleurs, il s'est félicité de ce qui a été fait, parce que «ça mérite d'être dit, réprécisé. Vous ne l'avez pas fait sous la pression de quelqu'un, vous l'avez fait librement. Le Gouvernement l'a également fait librement, en conscience. Je souhaite voir l'autre partie tenir également parole, qu'il n'y ait pas de divergences particulières, pour que dans les délais relativement raisonnables, cette affaire soit dans l'histoire du Congo», a dit Clément Mouamba.

Le Premier ministre a rappelé aux deux parties signataires: «Nous n'avons pas le droit de trébucher tout le temps, surtout lorsqu'il s'agit du Pool. Je suis l'affaire à distance, le ministre m'en rend toujours compte, j'en

rendrai compte fidèlement au Président de la République qui suit ce dossier pas à pas, ça ne pouvait pas se faire sans son accord, parce qu'il connaît bien le département...»

Clément Mouamba a souligné l'engagement du Gouvernement d'assurer la réinsertion sociale des ex-combattants, «une opération qui mérite un encadrement pour qu'il n'y ait pas les dérapages. C'est à nous d'être vigilants pour protéger cet accord salutaire.»

Le chef de la délégation du Pasteur Ntumi, Ane Philippe Bidi, a, lui aussi, pris l'engagement de respecter cet accord et de faciliter le retour de l'Etat dans le Pool.

Pour le porte-parole du Gouvernement; Thierry Mougalla, «toutes les institutions sont mobilisées. Le projet de budget 2018, récemment adopté par le Parlement, prend en compte l'accompagnement du retour des populations dans le Pool». Pour l'heure, aucun calendrier n'a été fixé pour la suite des négociations.

Cyr Armel YABBAT-NGO

Clôture des sessions extraordinaires budgétaires du parlement

Le Pool est la victime expiatoire de l'obscurantisme messianique, affirme Isidore Mvouba

Les lampions des sessions extraordinaires budgétaires des deux chambres du Parlement, la 1ère pour l'Assemblée nationale et la 2e pour le Sénat, ouvertes le 5 janvier 2018, se sont éteints le 19 janvier par l'adoption de la loi de finances de l'Etat exercice 2018 et les budgets des deux institutions. Dans leurs discours de clôture, Isidore Mvouba et Pierre Ngolo, respectivement président de la chambre basse et haute du Parlement, ont mis l'accent sur l'exécution de ce budget et sa totale réalisation. Ils sont, aussi, revenus sur la crise du Pool dont ils ont salué le dénouement, même si c'est à l'issue d'un gâchis qu'on aurait pu éviter.

Pour Isidore Mvouba, président de l'Assemblée nationale, le budget adopté n'est pas celui comme on en voit tous les jours, mais «un budget d'austérité qui a fait l'objet d'un strict cadrage du FMI. Cette situation particulière suggère des nouveaux comportements, de nouvelles habitudes dans la gestion budgétaire». Il faudra, selon lui, faire preuve de discipline, pour éviter la tentation facile d'engager des dépenses en dehors du cadre budgétaire, «car au moindre dérapage, le programme que nous aurons

avec le FMI sera compromis. Une telle occurrence sera lourde de conséquences. Elle va ruiner nos chances de sortir de la récession.»

Parlant de la crise dans le Pool, Isidore Mvouba est d'avis que, «le Pool est la victime expiatoire de l'obscurantisme messianique. Sans tourner le couteau dans la plaie, je suis tenté de dire pourquoi, pourquoi, pourquoi tout cela? La question reste posée». Il a dit espérer que «le train sifflera bientôt à la gare de Brazzaville. Que l'usine Diamond Cement va vendre sous peu



Isidore Mvouba

son premier sac de ciment, que les travaux de la route Ngambari-Mindouli vont reprendre; même si certains projets, nous le savons, sont hypothéqués par le déprime actuelle de notre économie.» De son côté, Pierre Ngolo a appelé les sénateurs à être les promoteurs de la bonne gouvernance et les messagers de la paix; «paix dans le Pool, paix sur toute l'étendue du territoire national, afin que toute l'attention et toute l'énergie des Congolais



Pierre Ngolo

soient consacrées à la lutte contre la crise que nous gagnerons inévitablement. Prêchons tous et activons-nous tous pour le retour de la paix au Pool en soutenant le processus en cours. Prêchons tous la consolidation de la paix et faisons tout pour que tout se règle dans la République sans troubler la quiétude des citoyens et sans porter atteinte à la paix et à la sécurité.»

C. A. Y-NG

Editorial

Valeurs de religion

Il est heureux que les institutions majeures du pays, civiles comme religieuses, se soient trouvées un terrain de convergence cette année : la lutte contre les antivaleurs. Eglises catholiques et protestantes, musulmans, Gouvernement et de nombreuses associations tiennent, en effet, un langage de fermeté ou de clarté sur ce terrain-là. Catholiques et protestants tiennent un langage où pas même une virgule n'est à changer. Le Gouvernement s'investit aussi par des rappels à l'ordre et des admonestations contre les incivismes. Nos frères musulmans aussi, souvent stigmatisés, entendent se joindre à un combat qui est de tous.

Cette convergence est aussi le signe que nous sommes face à une situation de gravité et que nous entendons tous, quel que soit le langage que nous y mettons, tirer ensemble la sonnette d'alarme. Notre société va à la dérive et la crise que nous subissons n'est pas faite pour arranger les choses. Violences inouïes contre la femme, traite des enfants, sévices contre les veuves, désacralisation continue des lieux et des personnes tels les vieillards, nos anciens dont on disait jusqu'ici que nous aimions beaucoup à les garder auprès de nous : il n'y a plus de limite à ce qu'il ne faut pas faire ou dire. La débauche de dévergondages dans nos veillées mortuaires, nos cimetières de plus en plus grignotés par la fièvre immobilière, la corruption érigée en système de valeurs, etc. Il fallait à ces antivaleurs une réponse unanime des religions, elles qui sont en principe expertes en humanité. Il fallait sur ce terrain-là rejoindre le discours, en attendant l'action du Gouvernement.

Mais cela n'est qu'un début. Car la dégradation morale à laquelle nous assistons – ou participons, volontairement ou non – survient dans un pays très largement «religieux». Chaque coin de rue a désormais son temple et son lieu de culte, son pasteur et son prophète. Les musulmans promettent même d'en faire autant. D'où la question: vers quel peuple vont les messages que déversent à longueur de journées nos campagnes d'évangélisation, nos invites aux «jeunes durs» et autres semaines de privations? Vers quels résultats nous porte notre religiosité à fleur de peau? Le meilleur dans nos religions exalte les vertus morales de probité, de respect, de tolérance et d'amour. La persistance des antivaleurs va à l'encontre de tout cela. C'est un défi à relever, ensemble peut-être, mais tout de suite.

Albert S. MIANZOUKOUTA

GX INTERNATIONAL

- Express National International
- Fret Aérien & Maritime
- Douane & Transit
- Logistique

Notre devise
ALLER + LOIN

SERVICE COMMERCIAL

Pointe-Noire : Rond point Kassai (face au ccf)
Tel : (+242) 053010238 / 055501075

Brazzaville : 01 Av Cardinal emile Biayenda (face à la Mairie)
Tel : (+242) 055501071 / 055501073

Nos partenaires: UPS, DHL, SAP, etc.

www.gxinternational.net

Centre Inter-Etats d'Enseignement Supérieur en Santé Publique d'Afrique Centrale (CIESPAC)

Lancement de la première édition des «Jeudis du CIESPAC» sur l'hypertension artérielle

Le Centre Inter-Etats d'Enseignement Supérieur en Santé Publique d'Afrique Centrale (CIESPAC) a lancé officiellement la première édition des «Jeudis du CIESPAC», jeudi 18 janvier 2018 à son site situé à proximité du lycée Thomas Sankara, dans le neuvième arrondissement Djiri, à Brazzaville. Deux modératrices ont levé le voile sur le thème : «Lutte contre l'hypertension artérielle». Il s'agit de Mme N'Diri-Yoman, ambassadrice de Côte d'Ivoire au Congo, et du Docteur Fatoumata Binta Diallo, représentante résidente de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) au Congo. A leurs côtés, le professeur Pierre Marie Tebeu, directeur du CIESPAC, ainsi que le Dr. Ulrich Judicaël Biez, directeur général des hôpitaux et de l'organisation des soins, représentant de la ministre de la Santé et de la population.

Au cours de cette rencontre, les participants ont appris que l'hypertension artérielle est une affection fréquente ; 11 à 50% de la population en souffre et elle est peu informée de cette pathologie, la cause est rarement connue et donc, dans plus de 90% des cas, il n'y a aucune cause décelable. Toutefois, les facteurs de risques sont bien connus, à titre d'illustration : la consommation excessive de sel, d'alcool, de tabac, l'obésité, la sédentarité, le stress, etc. S'agissant du diagnostic, l'hypertension artérielle ne fait parler d'elle qu'au stade des complications : il s'agit d'une «tueuse silencieuse», ont reconnu les participants. En effet, les complications cérébrales sont : les céphalées, les accidents oculaires (troubles visuels, voire cécité), des complications cardiaques (douleurs thoraciques, voire arrêt cardiaque), complications ré-

nales (insuffisance rénale), etc. Aussi, l'hypertension a une action nocive sur 5 à 10% des cas de grossesse ; l'obésité en début de grossesse et l'absence de suivi prénatal constituent l'une des trois premières causes de mortalité maternelle et du fœtus. Quant à la prévention, elle est de deux ordres : la prévention secondaire basée sur le diagnostic précoce et donc, le dépistage de l'hypertension artérielle. Il en ressort donc la nécessité de consommer peu salé, d'éviter de boire plus de deux verres de vin par jour, proscrire le tabac et l'obésité. Il est conseillé de pratiquer des exercices physiques et de surveiller la tension artérielle au moins une fois par mois. Au terme de ces assises, Fatoumata Binta Diallo s'est sentie honorée pour le thème choisi : «Je le dis avec bonheur que je suis très honorée par la tenue de ces



L'ambassadrice de Côte d'Ivoire (à g) et la représentante de l'OMS



Photo de famille

assises. Le président Denis Sassou-Nguesso, hormis les autres chefs d'Etat d'Afrique centrale, a mis du sien pour que le CIESPAC reprenne ses marques d'antan. Notre région d'Afrique centrale paye le plus lourd tribut : 80 millions d'adultes souffrent d'hypertension artérielle avec les conséquences qui en découlent : vieillissement et décès de la population. C'est un véritable problème de santé publique et les

chiffres sont effroyables, cela nous interpelle tous. L'OMS a tiré la sonnette d'alarme afin de sauver des vies par la prévention. Il s'agit de réduire d'ici 2030, le nombre de décès causés par cette maladie. Le défi majeur demeure l'identification des partenaires pour bien mener la lutte.

Victor GUEMBELA

Education :

Des «anciens» volent à la rescousse du lycée technique agricole de Sibiti

Le préfet du Département de la Lékoumou, ingénieur d'agriculture, médecin gastroentérologue, et colonel de l'armée, Jean Michel Shanga, et le docteur vétérinaire, colonel à la retraite Calixte Badidila, ont choisi de mettre leur expertise au service de l'école et de la nouvelle génération des cadres de demain attendus pour relever le défi de l'agriculture congolaise qui peine à redécoller après les années fastes des décennies 60 à 80.

Ces deux hauts gradés des Forces armées congolaises (FAC) ont été forgés au métier de l'agriculture dans cet établissement, du temps où l'armée les recommandait en vue de participer à la construction d'une nation prospère par la formation professionnelle diversifiée des cadres militaires.

En dépit des charges professionnelles liées à ses fonctions pour le Préfet et des conditions de vie drastiques sur le site pour le second, l'un et l'autre trouvent pourtant le temps de s'occuper de ces enfants qui ont besoin d'un encadrement efficace par des sachants. Il se disent heureux de partager le savoir avec ceux à qui incombent demain la responsabilité de relever le défi de l'autosuffisance alimentaire tant rêvée.

Pour le lycée agricole qui, comme les autres écoles, souffre du manque d'enseignants dans les disciplines clés des enseignements qui y sont dispensés, plus qu'un soulagement, c'est une bouffée d'oxygène par la présence de ces patriotes moulés à l'école du sacrifice et du devoir, preuve que ces officiers supérieurs sont bien de la génération des «soldats du peuple».

A signaler que Jean Michel Shanga n'est pas à son premier service du genre. Médecin de son état, il a encadré les jeunes apprenants de l'école paramédicale de Kinkala, lorsqu'il a assumé les mêmes fonctions dans le Département du Pool. Cet exemple de patriotisme est à encourager, quand on sait que les cadres qui peuplent nos Départements sont presque au chômage déguisé, faute d'occupation. Or, le colonel Calixte Badidila est à sa cinquième année de bénévolat dans cet établissement, après avoir fait valoir ses droits à la retraite.

Félix BOUKA

REPUBLIQUE DU CONGO
MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE
PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE SFILIERES AGRICOLES (PADEF)
Financement: FIDA/GOUVERNEMENT

AVIS DE SOLlicitation DE MANIFESTATION D'INTERET AMI N° 01/2018/PADEF/UNGP/RPM

RECRUTEMENT D'UN CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE CHARGE DE REALISER L'AUDITS DES COMPTES DU PADEF, EXERCICES 2017.

I- Contexte et justification

Le Gouvernement du Congo a obtenu du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) un prêt d'un montant de 6,200 millions USD (Prêt 851-CG) pour financer le Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF). Outre les financements du FIDA, le Projet bénéficie également d'un cofinancement de 7, 012 millions USD du Gouvernement du Congo et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer les paiements au titre du marché relatif au «Recrutement d'un cabinet d'audit chargé des audits des comptes du PADEF exercice 2017».

Afin de s'assurer de la bonne gestion des fonds mis à la disposition de l'Unité Nationale de Gestion du Programme, le Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF), invite les cabinets d'expertise comptable, intéressés par ladite mission à soumettre leurs offres, sous pli fermé pour l'établissement de la liste restreinte.

II- Objectif de la mission du Consultant

L'objectif de l'audit financier et comptable est de permettre d'exprimer une opinion professionnelle sur la situation financière du Projet à la fin de chaque exercice fiscal et s'assurer que les ressources mises à la disposition du Programme sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées en vue de l'atteinte de l'objectif de développement du Programme. Les états financiers, qui sont établis par l'Unité Nationale de Coordination du Programme (UNGP) du PADEF sont élaborés de manière à rendre compte des transactions financières du Programme.

III- Qualité du consultant

Le Consultant doit être un Cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable indépendant, faisant profession habituelle de réviser

les comptes, régulièrement inscrit au Tableau d'un Ordre des Experts-Comptables reconnu au plan international par l'IFAC ou la FIDEF, ayant une expérience confirmée en audit financier des projets de développement et acceptable par le FIDA.

IV- Profil du consultant

Le Consultant doit être un Cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable indépendant, faisant profession habituelle de réviser les comptes, régulièrement inscrit au Tableau d'un Ordre des Experts-Comptables reconnu au plan international par l'IFAC ou la FIDEF, ayant une expérience confirmée en audit financier des projets de développement et acceptable par le FIDA d'au moins 5 ans.

Les Associés signataires du rapport devront être Expert-comptable Diplômé reconnu par l'IFAC (les pièces y relatives devront être jointes à la manifestation d'intérêt).

Le consultant devra disposer dans son équipe:

- 1- Un Directeur de mission, Expert-Comptable, signataire du rapport final;
 - 2- Un Chef de mission
 - 3- Un Spécialiste en Passation des Marchés
 - 4- Deux (2) auditeurs comptables et financiers.
- NB: (voir détails dans les Termes de références)

V- Durée et lieu de la mission

La mission se déroulera en deux phases enchaînées à Brazzaville. La durée est laissée à l'initiative du consultant, cependant, elle ne peut excéder trente (30) jours.

La mission débutera mi-mai 2018 s'enchaînera début juin 2018, dans les délais nécessaires pour la soumission des rapports d'audit finalisés aux bailleurs de fonds avant le 30/06/2018.

VI- Manifestation d'intérêt

Le Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles

(PADEF) invite les consultants intéressés à se faire connaître et à fournir des informations sur leur expérience et leur compétence en rapport avec la nature de la mission (brochures, références concernant l'exécution des contrats analogues, expérience dans les conditions semblables, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel, CV du personnel prouvant qu'ils sont qualifiés pour exécuter ladite mission, etc.). Sur cette base une liste restreinte de consultants ayant les qualifications les plus pertinentes sera établie, en conformité avec les directives «Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs du Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Les Consultants retenus seront invités à présenter une offre technique et une offre financière sur la base d'une demande de propositions.

Le choix final du consultant sera fait sur la base de la sélection fondée sur le Moindre Coût

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence (Termes de référence et calendrier de la mission), à l'adresse indiquée ci-dessous et aux heures suivantes: du lundi au vendredi de 8 heures à 16 heures (heure locale).

VII- Dépôt des dossiers

Les manifestations d'intérêt doivent être adressées au plus tard le 6 février 2018 à 12 heures, sous pli fermé et cacheté, avec mention «Avis de Manifestation d'Intérêt N°01/2018/PADEF/UNGP/RPM, pour le recrutement d'un Cabinet d'expertise comptable chargé des audits des comptes du PADEF, exercice 2017».

PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES (PADEF)

Secrétariat, Sis aux Parcelles n° 70/42 et 70/43 de la rue Isaac LOCKO, quartier Blanche GOMEZ, derrière

l'Ambassade des USA – Brazzaville.

Tél: 00242 06 658 59 19 / 06 644 75 07

Email: blprodercongo@yahoo.fr

Brazzaville – République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 22 janvier 2018

Le Coordonnateur
Benjamin DIRA

Antivaleurs

La communauté islamique s'implique

La rencontre qui a eu lieu mercredi 25 janvier à Brazzaville était présentée comme « importante ». Presse, membres du Conseil islamique et représentants des autorités, notamment Mme Cornélie Gabrielle Adou Ngapi, directrice générale de la Promotion de la femme, représentant la ministre Ines Bertille Nefer Ingani. Le président du Conseil supérieur islamique du Congo, El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka, a tenu à s'adresser à la communauté nationale pour clarifier certains points d'actualité. Notamment à propos de l'affaire de ce mariage forcé entre un Malien de 45 ans et une jeune femme de 15 ans qui a défrayé la chronique.

Le Conseil supérieur islamique du Congo adhère à la lutte contre les antivaleurs engagée par le Gouvernement, il veut contribuer à l'édifice», a-t-il tenu à souligner d'emblée.

Les faits survenus concernant des étrangers de religion musulmane, mais il ne s'agit pas d'un problème religieux. « C'est un problème de coutumes et de déviances qui concernent aussi les Congolais ». Il a fortement mis en garde contre la stigmatisation des musulmans dans leur ensemble. « Le phénomène des mariages forcés et précoces ne concerne pas que les étrangers. Les Congolais, c'est pareil », a dit El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka. Il a tenu à souligner fortement que « blesser une femme, la mutiler, la tuer même sont à condamner. L'Etat punit ce genre de comportement », a-t-il rappelé. Il a condamné aussi au passage la violence générée par l'islamisme: « Tuer des innocents à coup de bombe est abject. Nous ne pouvons pas cautionner cela. Nous demandons d'ailleurs aux membres de la communauté islamique de dénoncer dans les quartiers

tous les comportements négatifs, notamment de séquestration ou de maltraitance des femmes. Il faut dénoncer les cas d'esclaves achetés et emmenés au Congo ». Mais le président du Conseil supérieur islamique du Congo a aussi reproché à l'Etat de faire un tapage nuisible avant toute sensibilisation préalable, ainsi qu'on l'a vu dans la mesure annoncée par la mairie contre les ablutions publiques. L'affaire du mariage forcé du Malien « ne doit pas ajouter aux problèmes. Nous avons quelque 250 Congolais qui attendent d'être rapatriés du Mali, il ne s'agit pas de désigner une communauté comme étant la plus mauvaise ».

Lutter contre les antivaleurs ensemble, notamment avec les chrétiens ? M. Bopaka n'y est pas opposé. Il a dit qu'il y a toujours eu collaboration entre chrétiens et musulmans. « Mais nous avons quelques différences, parce que nous les musulmans sommes un peu plus méchants dans la sanction des actes criminels. Tendre une joue ne nous ressemble pas. Sinon, nous avons toujours coopéré sur les grandes causes »,



El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka

a-t-il martelé.

A l'issue de la rencontre, Mme Cornélie Gabrielle Adou Ngapi a remercié le Conseil supérieur islamique du Congo pour cette initiative qui s'inscrit dans le droit fil de la lutte contre les antivaleurs et les violences faites aux femmes que mène le ministère de la Promotion de femme. « Vous savez qu'en ce moment, dans notre pays, le Président de la République revient toujours sur la lutte contre les antivaleurs. Et il y a certains comportements que nous remarquons dans notre pays qui n'honorent pas la femme. C'est pour cela que Madame la ministre, après avoir fait passer un message sur les médias, a pensé travailler avec les confessions religieuses qui sont nos relais, pour pouvoir diffuser le message au niveau d'un plus large public », a-t-elle relevé. Avant de révéler que le ministère de la Promotion de la femme était

en train de militer pour la construction d'une Maison de réhabilitation des victimes de violences. « Mais, en attendant l'ouverture ou la construction de cette maison, le ministère est ouvert. Nous travaillons aussi avec les services de la police. Tout à l'heure, vous avez entendu dans le message de Madame, on a parlé d'un numéro vert, qui nous a été attribué, mais qui n'est pas encore opérationnel, parce qu'il va falloir qu'on travaille avec les sociétés de téléphonie mobile, pour rendre opérationnel ce numéro, qui permettra à toutes les femmes victimes de pouvoir appeler en cas d'agression, dans l'anonymat. Donc, c'est déjà une garantie pour les femmes victimes. En plus de cela, aujourd'hui, il y a des services de Police, des services judiciaires auxquels les victimes peuvent aussi s'adresser. Mais au niveau du ministère, nous sommes en train de tout faire pour qu'il y ait une structure spécialisée pour recevoir les victimes de violences, parce il y aura l'assistance médicale, l'assistance juridique, l'assistance psychologique qui existe déjà. Vous avez, à Makélékélé, et à Talangai, une unité de prise en charge des victimes, et puis il y a aussi des cliniques juridiques qui sont nos partenaires... », a-t-elle conclu. Selon Mme Cornélie Gabrielle Adou Ngapi, ce numéro vert sera opérationnel dans environ un mois.

Albert S. MIANZOUKOUTA et Vérant Carrhol YANGA

Cessez-le-feu dans le département du Pool
Pas d'amnistie aux ex-combattants ninjas-nsiloulous

Gouvernement et rebelles ont déjà signé deux accords de paix. Le premier fut signé le 17 mars 2003. Isidore Mvouba était alors ministre d'Etat, ministre des Transports et des privatisations, chargé de la coordination de l'action gouvernementale et Daniel Mahoulouba, représentant de Ntumi. Par contre, le deuxième accord, paraphé le 23 décembre 2017 à Kinkala a mis face à face le colonel François Ndé, conseiller à la sécurité du ministre de l'Intérieur et Jean Gustave N'Tondo. Malheureusement, ces deux accords présentent, en dépit des points de convergence, quelques divergences de fonds, notamment l'amnistie aux ex-combattants ninjas-nsiloulous, ainsi que la réinsertion professionnelle des ex-combattants, en particulier leur recrutement dans la force publique ou la désignation d'un représentant du chef rebelle au haut-commissariat chargé de la réinsertion des ex-combattants.

Dans les accords croisés de paix et de cessation des hostilités signés à l'hôtel Le Méridien, à Brazzaville, en 2003, le pasteur Ntumi, alors président du conseil national de la résistance (CNR) avait pris l'engagement d'arrêter les hostilités, ramasser les armes détenues par les ex-combattants pour les remettre à la commission habilitée et à ne créer aucune entrave à la réhabilitation de l'autorité de l'Etat dans le département du Pool, à la libre circulation des personnes et des biens, au redéploiement de la force publique et à l'achèvement du processus électoral dans le département du Pool, à contribuer à la consolidation de la paix et de la sécurité dans le département du Pool, notamment en mettant à la disposition du

comité de suivi des informations utiles à cet effet. Aux termes de ces engagements, le Gouvernement congolais et Ntumi s'étaient accordés à nommer un représentant du chef rebelle au haut-commissariat chargé de la réinsertion des ex-combattants, en l'occurrence Joseph Mbizi. En contrepartie, le Gouvernement s'engageait à garantir les dispositions de la loi d'amnistie n° 21/99 du 20 décembre 1999, portant amnistie des faits de guerre découlant des guerres civiles de 1993-1994, 1997-1998 et étendus à ceux des événements du 29 mars 2002; la sécurité et la réinsertion professionnelle, socio-économique des ex-combattants, en particulier par le recrutement dans la force publique, dans les limites des disponibilités et le respect des critères, des

militaires de carrière étant remis à la disposition de leurs corps d'origine respectifs avec possibilité d'affectation dans la zone de défense n° 8.

Le Gouvernement et des représentants du pasteur auto-proclamé avaient, par ailleurs, mis en place deux groupes de travail chargés de la démobilisation, du désarmement et de la réinsertion des rebelles et de réfléchir au statut du chef rebelle.

Si ce premier accord semblait vouloir inciter à la collaboration entre les deux parties, celui signé le 23 décembre 2017 à Kinkala, sous la supervision de Raymond Zéphirin Mboulou, est plus « comminatoire ». Il enjoint à Ntumi de cesser les hostilités; de faciliter le ramassage des armes détenues par ses ex combattants et de les remettre à la commission et aux institutions habilitées; de ne créer aucune entrave à tout processus conduisant au rétablissement de l'autorité de l'Etat dans le Pool, à la libre circulation des personnes, des biens et des services, notamment sur les rails, les routes nationales et secondaires, au déploiement de la force publique dans le département du Pool.

Afin de favoriser le retour de Ntumi à Brazzaville en 2003, le Gouvernement avait réhabilité un vieil immeuble dans le quartier de Bacongo, au sud de la ville, devant servir de résidence officielle qu'il n'avait jamais occupée après sa sortie de forêt en 2007. Les engagements

pris en 2003 avaient permis un relatif retour au calme dans le département du Pool. Mais les inquiétudes viennent des points de divergence entre les deux textes, d'autant que malgré le ton rassurant, le premier texte n'a pas empêché le retour en forêt des ex-rebelles. Les points de divergences entre les deux accords portent essentiellement sur le fait que le Gouvernement n'a pas garanti, dans l'accord de Kinkala, l'amnistie aux ex-combattants ninjas-nsiloulous, ou la réinsertion professionnelle des ex-combattants, en particulier leur recrutement dans la force publique. A signaler aussi que malgré la signature des engagements croisés de 2003, Ntumi avait conditionné son retour à Brazzaville à la mise en place d'un Gouvernement de large union nationale, le retour des anciens dirigeants exilés, la définition de son statut et un accord avec sur le nombre de ses miliciens à intégrer dans l'armée, la police et la gendarmerie. « Dans les engagements croisés pour la paix dans le Pool signés par le Gouvernement et les représentants du pasteur Ntumi, il n'y a pas de formation de Gouvernement de large union nationale et de retour des exilés. Nous demandons au pasteur Ntumi de revenir à ses engagements », avait répliqué à l'époque Isidore Mvouba. Ntumi semble coutumier des revirements de dernière minute. C'est pourquoi dans les engagements de maintenant, il lui est fait interdiction de s'engager dans les voies d'obstruction même par la communication, lui qui semble friand des interviews à l'emporte-pièce sur les radios internationales.

KAUD

Quand la présidence du Congo réagit aux propos du maréchal libyen Khalifa Haftar
Le président Sassou Nguesso qui pilote depuis plus d'un an le comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye n'a guère apprécié le passage de l'interview accordée à Jeune Afrique par le maréchal Khalifa Haftar (n°2974), dans lequel ce dernier dit tout ignorer des efforts de médiation de l'Algérie et de l'Union africaine dans la crise qui frappe son pays. Le Chef de l'Etat congolais a réagi le 17 janvier par le truchement d'une mise au point que son directeur de cabinet, le ministre d'Etat Florent Tsiba, a fait parvenir à Jeune Afrique: « La présidence rappelle que ce comité de dix membres s'est déjà réuni à quatre reprises, que Brazzaville a abrité fin novembre 2017 une rencontre du Haut Conseil des chefs de tribus et des villes libyennes, dirigé par Ladjili Brini, et que cette crise "reste et demeure, avant toute autre considération, un problème africain", n'en déplaise à ceux qui pensent autrement ou auraient souhaité ne pas voir le continent engager des initiatives pour contribuer à sa résolution ». Il ajoute: « Surtout, la mise au point souligne que Denis Sassou Nguesso, en "panafricaniste convaincu", a reçu à deux reprises Khalifa Haftar en 2017. Fin mars à Abou Dhabi, puis à Brazzaville le 16 septembre dernier. L'amnésie du maréchal est d'autant moins compréhensible que ce dernier avait alors déclaré "avoir de la considération" pour la médiation de DSN et de l'UA, et la "soutenir", "contrairement à d'autres médiations qui n'interviennent que pour leurs propres intérêts" ».

La déception de Jean-Luc Malekat sur les recommandations de la commission mixte-paritaire pour le règlement de la crise du Pool
« Toute cette effusion de sang pour en arriver à ça? Que cette commission soit élargie à l'ensemble de la classe politique, à l'Eglise, à la société civile, aux ONG et la communauté internationale. Les responsabilités des uns et des autres doivent être clairement établies. Le nombre des morts doit être répertorié afin de dédommager les familles. Les villages doivent être reconstruits. », a dit Jean-Luc Malekat, ancien ministre des gouvernements Milongo exilé en France, qui pense qu'il s'agit d'un « accord boiteux ».

Les opérations de contrôle de nuit qui étonnent les habitants de Kibina
A Loua-Kibina, un quartier de Madibou, l'arrondissement 8 de Brazzaville, les habitants se plaignent et s'étonnent des contrôles de nuit instaurés par la police. Dans ce quartier périphérique, ces contrôles qui commencent dès 21h dissuadent les gens de traîner dans les rues et les poussent à rentrer tôt chez eux. Parce qu'on leur exige la présentation de la carte nationale d'identité qu'il est désormais difficile d'obtenir. Seulement, les abus ne manquent pas. Les piétons malchanceux sont contraints, parfois, à tâter le porte-monnaie. L'opération touche aussi les automobilistes, obligés de subir, parfois, des contrôles des pièces de bord. Il est alors difficile d'avoir un taxi. La population veut la libre circulation, la nuit, mais ces contrôles de police...

Le lycée technique du 1^{er} Mai fréquenté par les fumeurs de chanvre
Il se passe bien des choses insolites dans l'enceinte du lycée technique industriel du 1^{er} Mai à Brazzaville. Des élèves en uniforme scolaire se retirent vers le terrain de handball situé à côté du terrain de football qu'ils ont simplement transformé en fumoir en plein air. Ils sèchent les cours et s'y rendent tous les jours et consomment le chanvre indien sans peur ni reproche. Les gens qui travaillent dans les administrations alentours se plaignent de plus en plus de la présence de ces adeptes du cannabis.

Deuxième sortie Nord de Brazzaville: des blessés dans un terrible carambolage
Du sang sur la chaussée, à Kintélé, mercredi 24 janvier à Brazzaville. Celui des passagers d'un bus de transport public et d'un taxi qui sont entrés en collision sur la deuxième sortie nord de Brazzaville. En provenance de Kintélé, le bus roulait à vive allure. Arrivé à hauteur de l'hôtel Le Cristal, il a fini par percuter de plein fouet le taxi dont le chauffeur effectuait une manœuvre. Le taxi a à son tour heurté un véhicule appartenant à la société Mayo qui livrait de l'eau minérale dans une boutique. Les trois véhicules ont été sérieusement cabossés. Heureusement, il n'y a pas eu de morts.

A Bambama, une tornade emporte la toiture d'un collège
Un malheur ne vient jamais seul, pourrait-on dire. Après la triste randonnée des éléphants dans les plantations des paisibles agriculteurs, le Sous-préfet Charles Ngono et la population de Bambama, une localité du département de la Lékoumou, sont de nouveau les victimes d'un sinistre causé par une sévère tornade qui a endommagé la toiture d'un bâtiment du collège d'enseignement général.

Un bouchon ou un guichet?
A Kintélé, sortie nord de Brazzaville, on ne sait pas quels sont les barèmes qu'appliquent les militaires de faction au péage. « C'est 500 francs CFA pour un taxi, et 1000 francs pour la voiture particulière », rétorque pince sans rire une préposée enceinte.

«Le Développement est le nouveau nom de la Paix» (Pape Paul VI)

Recherche

Les vertus d'une plante locale confirmées par la science

Vacataire à la Faculté des sciences et techniques, Aurléfie Berthine Loufoua, vient de soutenir une thèse de doctorat sous le thème: «Evaluation des propriétés antitussives de chenopodium ambrosioides L de la flore congolaise chez les rongeurs». Le chenopodium ambrosioides, autrement appelé «Lukaya lua nkuyu», est une plante souvent utilisée par les populations contre la fièvre et la toux.

* Quelles sont les vertus de la plante sur laquelle vous avez rédigé

une thèse de doctorat originale?

**Scientifiquement cette plante s'appelle le chenopodium ambrosioides, dans nos dialectes, elle est nommée «Lukaya lua nkuyu». On la trouve dans la partie sud de Brazzaville. Les gens l'utilisent souvent pour soigner la fièvre surtout chez les enfants, en faisant de macérations. J'ai eu à faire un premier test en DEA sur l'activité antitussive. J'ai trouvé que c'était une bonne plante. En thèse, j'ai continué d'autres tests et je viens de confirmer que la plante chenopodium am-



Aurléfie Berthine Loufoua

brosioides présente des propriétés anti-inflammatoires. Elle est aussi bonne pour la fièvre; c'est un antalgique presque empirique.

*C'est une plante courante, peut-on la cultiver?



Le chenopodium ambrosioides appelé «Lukaya lua nkuyu»

**C'est une plante qu'on trouve un peu partout. J'ai essayé de la cultiver, mais il ne faut pas avoir des poules à côté, car elles en sont friandes. Cette plante pousse normalement, comme un légume.

*Généralement ce qu'on porte comme critique aux plantes médicinales, c'est qu'on ne connaît pas la dose, on ne sait pas quelles sont des propriétés scientifiques, les plus bénéfiques et les plus nocives. Ici donc vous avez débarrassé tout ce terrain?

**Oui. J'ai préparé les doses thérapeutiques de 100 mg par kilo. Cette plante n'est pas toxique jusqu'à la dose de 3200 mg par kilo, correspondant à un demi verre, deux par jour. Ce médicament n'est pas utilisable pour certains enfants de moins de dix ans, parce que cette plante peut causer une sédation, c'est-à-dire faire dormir. La plante ne dégage pas de mauvaise odeur, elle n'est pas amère. Mais il vaut mieux la prendre lorsqu'elle est préparée le jour même

*Vous avez donc soutenu une thèse de doctorat sur cette plante. Pourquoi l'avez-vous préférée à d'autres?

**J'avais réalisé une enquête ethnobotanique, tout en interrogeant les mamans, les connaisseurs, les sachants: quelles sont les plantes les plus utilisées au Congo pour soigner la toux. Dans leurs réponses, je me suis dite que cette plante revenait souvent. Je me suis donc engagée à l'expérimenter biologiquement chez les cobayes, les rats et même les souris.

*La thèse a été soutenue et ceux qui vous ont évaluée ont donné leur appréciation. Et maintenant?

**Je compte continuer à faire la chimie à décoction: donner l'efficacité de cette plante à certaines métaboliques telles que les alcaloïdes. Lorsqu'on fait bouillir la plante pendant 15 mn, les alcalis restent, c'est cette partie qui me reste pour continuer. La population peut se servir de cette plante, l'utiliser plusieurs fois. Mais après utilisation, il faut passer des examens hématologiques pendant un mois. Le constat est que, en utilisant cette plante pendant 21 jours chez les animaux, il y a eu un changement de quelques paramètres hématologiques. Cela provoque la diminution des hématies, mais ne conduit pas à l'anémie. Celui qui souffre du foie ne doit pas en prendre beaucoup. Il en est de même pour un diabétique. Mes tests ont montré une légère augmentation du taux de glycémie. Celui qui souffre de la drépanocytose, doit le prendre aussi avec modération, car un patient drépanocytaire a un problème avec ses taux d'hématies.

* Quel est votre souhait, avec votre thèse en poche?

**Que ceux qui ne peuvent pas s'acheter des médicaments, surtout pour la toux, l'utilisent pendant une semaine. S'ils ont une plante chez eux, de la faire bouillir tous les jours, avec une bonne quantité d'eau.

*Le développement passe aussi par la santé ou le souci du bien-être des populations. Cette plante, on ne l'appelle pas «Lukaya lua nkuyu», «feuille du diable», pour rien Aurait-elle d'autres vertus cachées?

**C'est une plante, on en parle également pour d'autres aspects dans la société, notamment dans les cas de sorcellerie ou d'envoûtement. Mais scientifiquement, cela ne peut pas se vérifier, même si tout le monde affirme que c'est une plante magique.

Propos recueillis par Aybienevie N'KOUKA-KOUDISSA

Statistiques

Le comité de pilotage a adopté son budget 2018

Présidé par Ferdinand Sosthène Likouka, directeur de cabinet du ministre en charge de la Statistique, les membres du Comité de pilotage du Projet de renforcement des capacités en statistiques (PSTAT) se sont réunis en session ordinaire, vendredi 19 janvier. Ces administrateurs ont adopté le budget 2018 qui s'élève à plus de 6 milliards de F. CFA.

La session ordinaire a permis d'adopter, entre autres documents, le rapport d'exécution du programme de travail et du budget de l'année 2017, le bilan de l'exécution à mi-parcours du plan d'actions 2015-2017.

Tirant des leçons de l'activité de l'année 2017, les administrateurs ont examiné et adopté le programme de travail de l'année 2018 qui s'articule autour de trois volets.

Le premier est la formation diplômante dans les écoles spécialisées: l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée (ISSEA) de Yaoundé (Cameroun), l'Ecole nationale de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan (Côte d'Ivoire) et l'Ecole nationale des statistiques au Congo. Le deuxième volet concerne

l'acquisition des moyens de logistique, en informatique, équipements de bureau, etc. Le troisième volet vise la production.

Le PSTAT a rencontré des difficultés au cours de l'année 2017. La première est celle du non-décaissement des fonds de contrepartie. Il a été prévu que le Gouvernement soutiendra la mise en œuvre de cette institution à hauteur des montants inscrits dans le document du projet. En 2016, le Gouvernement devait décaisser 4 milliards de F. CFA pour le projet, en 2015 et 2017, 3 milliards de F. CFA. Malheureusement, ces fonds n'ont pas été versés.

La deuxième difficulté est que les bénéficiaires du projet n'ont pas limité les activités à programmer en 2017.



Vue des administrateurs du PSTAT

«Les effets salvateurs attendus des arrangements institutionnels relatifs à l'obtention d'un financement additionnel et à l'application de nouveaux taux de contribution au budget du projet ont tardé à se manifester, au point de plonger le PSTAT, dès début septembre 2016, dans une situation de cessation de paiements déplorée jusqu'à la fin du premier trimestre de l'année 2017», a déploré Dominique Kimpouni, coordonnateur du PSTAT. Fruit de la coopération entre le

Gouvernement congolais et la Banque mondiale, le PSTAT a pratiquement atteint vingt mois de mise en œuvre, suite à son entrée en vigueur le 2 avril 2015. Il présente deux objectifs: produire des statistiques de qualité de façon régulière, en assurant leur diffusion; promouvoir la demande à l'information statistique, afin que les données produites soient utilisées au meilleur de leurs finalités.

A. N'K-K.

Edition 2018 du Programme d'entrepreneuriat de la Fondation Tony Elumelu

Les entrepreneurs congolais appelés à être plus nombreux à candidater

La Fondation Tony Elumelu (TFE) - du nom de ce milliardaire nigérian et président du Conseil d'administration d'United Bank for Africa (UBA) - est considérée comme le plus important organisme philanthropique de soutien à l'entrepreneuriat d'Afrique. Elle a créé, il y a quelques années, un programme destiné à identifier les entrepreneurs qui ont la capacité de développer leur business. Tout en générant, de façon collective, près d'un million de nouveaux emplois. Ce qui produira au moins 5000 milliards F. CFA de revenus pour l'économie africaine. L'année dernière, quatre Congolais étaient lauréats de ce programme. Un nombre jugé insuffisant et que les partenaires de cette initiative entendent dépasser cette année, lors de l'édition 2018.



Des participants à la rencontre

Directeur général adjoint d'United Bank Africa (UBA), Eric Gongarad a animé un point de presse vendredi 19 janvier à Brazzaville. De jeunes entrepreneurs ont découvert à l'occasion le bien-fondé d'un programme qui vise à fournir les outils essentiels au succès des entreprises. Ils ont notamment suivi 12 semaines de formation intensive en ligne sur la façon de créer et de diriger une entreprise. Ils ont eu la possibilité d'avoir à disposition un mentor de premier plan pouvant les guider pendant les premières étapes de la transformation d'une entreprise; 5 000 USD en capital de départ pour permettre de concrétiser le concept, plus un accès à d'autres financements, un accès au plus grand réseau de start-up africaines ainsi qu'aux propres contacts internationaux de la Fondation. Actuellement, dans son 4^e cycle, le programme consiste en l'engagement de 10 millions USD sur 10 ans de la Fondation visant à identifier, former, encadrer et financer 10 000 entrepreneurs africains à l'horizon 2024. Lesquels seront sélectionnés

en fonction de la viabilité de leur idée, de l'opportunité du marché, de la compréhension financière et d'autres critères

valeur officielle du naira (monnaie nigériane) à la Banque centrale du Nigeria, à la date de sélection pour le programme.

Les candidatures sont à remplir en ligne sur: application.tonyelumelufoundation.org. La date limite d'envoi est fixée à minuit (heure de l'Afrique occidentale), le 1^{er} mars 2018. Clark Aurélien Nganga, Nelson Akonkwa Cishugi (Brazzaville), Pacifique Esséré, et Christian Mikemy (Pointe-Noire) sont les quatre entrepreneurs congolais lauréats de l'édition 2017 du Programme d'entrepreneuriat de la Fondation Tony Elumelu. Ils avaient été retenus parmi 93 000 candidats de 55 pays et territoires. Basée en Afrique et financée par les Africains, la Fondation Tony Elumelu a été fondée en 2010.

Véran Carrhol YANGA



Photo de famille avec les entrepreneurs

destinés à démontrer qu'un projet a des chances de se réaliser et de tenir ses promesses. Pour être éligible, l'entreprise doit être basée en Afrique; être à but lucratif, avoir entre 0 et 3 ans de vie. Les candidats doivent avoir au moins 18 ans et être résidents légaux ou citoyens d'un pays africain. Le capital de départ de 5 000 USD est versé en fonction de la

Questions de réflexion

1-Est-ce que le budget de l'Etat adopté par le Parlement répond aux attentes des Congolais au regard de nombreux défis?

Joseph Koka-Mavunda (Brazzaville)

2- Pourquoi l'agriculture ne connaît toujours pas son décollage, alors qu'elle reste priorité des priorités?

Aurelien Ngamporo (Cuvette)

Forum économique mondial de Davos en Suisse

Les chefs d'Etat et de gouvernement prônent le libre échange

Réunis depuis mardi 23 janvier à Davos en Suisse, les 70 chefs d'Etat et de gouvernement se penchent sur l'économie mondiale. Le forum regroupe le gotha représenté par les chefs d'entreprises, les investisseurs et dirigeants politiques. Dans l'ensemble, tous conviennent pour le libre échange, un libre marché entre les pays du globe. Cette rencontre de quatre jours se tient à l'heure où le monde est traversé comme en 2008 par une crise économique.

Dans la ville balnéaire suisse de Davos, les participants estiment que s'isoler ne mène à rien, et qu'il faut coopérer, dépasser ou abolir une économie fondée sur le protectionnisme. Ils tiennent à la réduction des inégalités toujours croissantes entre les Etats. Et également, envisagent de parvenir à un nouveau contrat mondial pour lutter contre les extrémistes à cause de la montée fulgurante du phénomène.

Le forum de Davos dénonce l'excès d'une mondialisation en crise majeure et s'emploie pour une plus juste et plus vertueuse, celle qui atteste que le protec-



Le président de l'UA (à g.) au forum de Davos

tionnisme n'est pas la bonne solution. D'où, la nécessité de bannir le système économique unilatéral et préférer celui multilatéral. Mais, d'aucuns affirment tout de même que deux visions du monde s'affrontent à Davos, au regard de la politique du président américain Donald Trump qui depuis son accession au pouvoir rame toujours à contre-courant dans les décisions majeures liées à la marche du monde.

Du côté des grands pays émergents tels la Chine et l'Inde, ceux-ci déclarent mettre en exergue leur politique d'œuvrer pour rendre leur économie plus accessible aux investisseurs internationaux. Parmi les chefs d'Etat qui y participent, il y a Emerson Mnangagwa, nouveau président du Zimbabwe, où les

élections générales sont censées se tenir cette année. Le président zimbabwéen a appelé les Etats-Unis d'Amérique à investir dans son pays. Cette rencontre planétaire dans un monde en crise peut stimuler bien des stratégies sur le continent africain où pas mal de pays présentent des statistiques économiques fort encourageantes. Cas du Nigeria, première puissance économique du continent et de l'Afrique du Sud, première puissance industrielle d'Afrique. Cas aussi du Ghana qui réalise un progrès remarquable ces jours-ci, grâce à une croissance économique qui a atteint cette année les 8%, ou du Rwanda avec une économie connaissant un dynamisme soutenu.

Aristide Ghislain NGOUMA

Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba (Ethiopie)

La politique, l'économie et le social au cœur de la rencontre

La capitale éthiopienne Addis-Abeba abrite le 30^e Sommet de l'Union africaine (UA). Les travaux se sont ouverts lundi 22 janvier 2018. Cette rencontre planche sur les questions politiques, économiques et sociales du continent. A l'issue de la réunion des chefs d'Etat, le Rwandais Paul Kagamé succédera à Alpha Condé pour présider aux destinées de l'Union africaine. Il promet de redynamiser l'instance continentale en mettant notamment fin à la bureaucratie.

Comme à l'accoutumée, c'est la réunion du Comité des représentants permanents (COREP) qui a lancé, le 22 janvier dernier, les travaux du Sommet. Après quoi, les ministres des Affaires étrangères ont pris le relais les 25 et 26 janvier pour mettre en place l'organisation et l'ordre du jour de l'assemblée des chefs d'Etat. Entre autres sujets au menu: un bouclier anti-corruption à 50 millions de dollars américains.

La corruption, disent les experts, connaît un ancrage inégalement réparti selon les pays, mais «l'ampleur du fléau sur le



Poignée de main entre Paul Kagamé et Alpha Condé

continent, et ses effets dévastateurs pour le développement économique, est corrosif pour la cohésion sociale et déstabilisateur pour l'ordre politique», a fait savoir en substance Moussa Faaki Mahamat, président de la commission de l'UA. Ce fléau constitue un défi pour le continent qui a d'ailleurs décidé de placer l'année 2018 sous le signe de la lutte contre la corruption. Le thème parle clairement de la volonté de vaincre cette gangrène: «Remporter la lutte contre la corruption: une voie durable pour la transformation de l'Afrique».

Sur la table des chefs d'Etat figurent, les négociations pour la mise en place d'une zone de libre-échange continentale, de Dakar à Djibouti, de

Tanger à Johannesburg. Un marché commun qui permettrait théoriquement à tous les pays africains d'avoir accès, sans barrière douanière ou tarifaire, à un marché de 1,2 milliard de consommateurs potentiels et qui devrait doper la concurrence et la compétitivité africaines. A cela il faut ajouter la libéralisation du ciel africain. Comme pour le marché commun, l'Union africaine veut aussi parvenir à libéraliser le ciel du continent. Ce chantier lancé depuis 2015 est désormais la préoccupation du président de la commission de l'UA, le Tchadien Moussa Faki Mahamat.

Marcellin MOUZITA
MOUKOUAMOU

Etude de Maître Christèle Elianne BOUANGA-GNIANGAISE
Notaire à Pointe-Noire
1, Angle Avenues Commandant FODE & Benoît GANONGO,
Vers le rond-point Mess Mixte de Garnison,
Immeuble MORIJA 1er étage, Centre-ville
B.P.: 1431; Tél.: 22 294 13 34/05 736 64 64
République du Congo

ANNONCE LEGALE

«STAR OF POWER» SARLU

Société A Responsabilité Limitée Unipersonnelle
Au Capital social de Francs CFA: Un Million (1 000 000)
Siège social : Péage de Mengo, Route Nationale n°1, B.P.: 472
RCCM: 11 B 2341
POINTE-NOIRE
REPUBLIQUE DU CONGO

Aux termes d'un Procès-verbal d'Assemblée Générale Extraordinaire de la société «STAR OF POWER» SARLU, tenue en date à Pointe-Noire du 20 septembre 2017, déposé au rang des minutes du Notaire soussigné, le 8 novembre 2017, enregistré à Pointe-Noire le 27 novembre 2017, folio 214/11, n°8279;

L'associé unique a entre autres résolutions décidé:

- D'agréer la cession des parts sociales intervenue dans la société;
- De signer l'acte de cession de parts sociales;

- De modifier les statuts de la société.

Mention modificative au RCCM a été effectuée par dépôt légal dudit Procès-verbal au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 5 décembre 2017, conformément à la législation en vigueur.

Fait à Pointe-Noire,
le 19 décembre 2017.

Pour mention et avis,

Christèle Elianne
BOUANGA-GNIANGAISE,
Notaire

Centrafrique

Crise politique et violences perdurent

La République centrafricaine fait toujours face à une situation socio-politique préoccupante. Cette crise politique et les violences rendent difficile l'accès aux services de santé et augmente chaque jour le taux de famine dans la population. A ce jour, la majorité des structures publiques du pays dépendent du soutien des organisations humanitaires et confessionnelles. 72% des structures de santé ont été endommagées par les violences et pillages. Un habitant sur cinq a dû quitter son foyer, soit 1 million de personnes depuis le début de la crise en 2013.

L'insécurité est presque devenue la norme en Centrafrique, où seule Bangui la capitale semble incarner la vie. Sur le reste du territoire national, les filles et fils de ce pays de la sous-région comptent chaque jour des morts et sont face à des exactions de tous genres. S'agissant de la sécurité justement, au moins cinq groupes armés incontrôlés font encore la loi au quartier PK5, à Bangui, au grand dam de la MINUSCA qui peine à sécuriser les personnes et les biens. Récemment, une vingtaine de boutiques a été incendiée, par un jet de grenades par un groupe d'autodéfense. Des



Ces enfants centrafricains n'ont besoin que de sourire chaque jour

pertes de marchandises ont été évaluées à une centaine de millions de FCfa. Au cours de cette attaque à la grenade, au moins deux personnes avaient trouvé la mort et une dizaine de blessés.

Sur le plan sanitaire, les besoins sont immenses: le paludisme reste la principale cause de mortalité dans le pays, notamment chez les enfants de moins de cinq ans, le taux de prévalence du VIH est très élevé. A cause de la précarité de la vie incitant les femmes à se prostituer, mais aussi, les violences sexuelles perpétrées par les bandes armées à l'endroit des filles. A cela s'ajoutent les besoins en santé mentale d'une population traumatisée par des violences, atrocités, et insécurité permanentes subies depuis des lustres.

En 2016, l'ONG française Médecins sans frontières a ainsi entrepris, en collaboration avec le ministère de la Santé,

la campagne de vaccination préventive la plus importante dans l'histoire des interventions de l'association en RCA. La campagne, toujours en cours, vise à protéger les enfants de moins de cinq ans contre un certain nombre de maladies: la poliomyélite, le tétanos, la diphtérie, la coqueluche, l'hépatite B, la rougeole et certaines formes de pneumonie et de méningite y compris dans les zones rurales difficiles d'accès. A noter qu'au terme de neuf jours de procès, a été prononcé la condamnation par la Cour criminelle de Bangui du chef anti-balaka général Andjilo, de son vrai nom Ngaibona Rodrigue, à une peine de travaux forcés à perpétuité pour association de malfaiteurs, braquage à main armée, assassinat et vol.

Esperancia
MBOSSA-OKANDZE &
Marcellin MOUZITA
MOUKOUAMOU

Kouilou/Environnement

Un atelier pour la protection de l'aire marine de la baie de Loango

Il s'est tenu à Pointe-Noire, du 22 au 23 janvier 2018, un atelier d'insertion des partenaires techniques du projet «Aire marine protégée de la baie de Loango». A cette occasion, et sous la présidence de M. Jean-Didier Koumba, secrétaire général du Département du Kouilou, les principaux partenaires techniques intervenant sur ce projet se sont retrouvés, afin de discuter des questions afférentes à sa mise en œuvre. Tout en spécifiant le rôle et la contribution de chaque acteur.

Située au nord de la ville de Pointe-Noire, entre la Pointe-indienne au sud et l'embouchure du fleuve Kouilou au nord, la baie de Loango est un site de grande importance socio-culturelle, économique et historique.

Du point de vue halieutique, le site est d'une fertilité exceptionnelle, puisqu'il constitue un habitat de prédilection pour environ 153 espèces de poissons dénombrées, quatre espèces de tortues marines, des cétacés dont la baleine et le dauphin à bosse et une gamme variée de crustacés.

La partie terrestre de la baie de Loango est constituée de nombreux points de curiosité



Les participants à l'atelier

historique et touristique. On y rencontre une zone humide de mangroves, des plages au sable fin, des forêts, avec en arrière-plan les fameuses gorges de Diosso. Le site renferme aussi les vestiges de la traite négrière. Notamment l'ancien port (embarcadère) des esclaves et la piste des caravanes.

Malheureusement, cet espace qui ne dispose d'aucune zone de conservation est menacé de dégradation par l'activité de multiples acteurs: pêche illégale, pollution pétrolière, braconniers, érosion côtière, etc. C'est donc pour répondre aux impératifs de conservation que le projet «Aire marine protégée de la baie de Loango» a été mis en place, afférent à un accord de coopération entre l'Etat congolais et la Programme des nations unies pour l'environnement (PNUE). L'atelier de Pointe-Noire a donc constitué un cadre idéal

d'échange d'informations pour les multiples acteurs intervenant dans la zone, et aussi pour la mise à niveau dans la compréhension du projet, et le rôle que chacun devra y jouer. Ce sont donc une quarantaine de participants, représentant des administrations publiques, les organismes privés et ONG de protection de l'environnement, auxquels se sont jointes les communautés de base du royaume de Loango, qui ont planché sur le sujet.

Au sortir de cet atelier, M. Constantin Mbessa, le Directeur du projet, s'est dit satisfait des résultats obtenus à travers les groupes de travail thématique. «La mise en œuvre du plan qui a été esquissé permettra, certainement, d'assurer la conservation des ressources halieutiques de la baie de Loango, grâce à la protection participative de tous les acteurs», a dit Constantin Mbessa.

ETUDE DE MAITRE Hortense MVINZOU LEMBA

NOTAIRE

05 551-36-01/06 650 53-28/222 81-07-42

Brazzaville - République du Congo

INSERTION LEGALE

«Congo Oilfield Services» S.A.

Société Anonyme avec Conseil d'Administration

Au capital de Dix millions (10.000.000) de Francs CFA

Siège social: Boulevard Charles De Gaulle, 2e étage Immeuble Losange

B.P.: 1225, Pointe-Noire

République du Congo

Aux termes d'un acte reçu par Maître Hortense MVINZOU LEMBA, Notaire, titulaire d'un office en la résidence de Brazzaville, le vingt-six mai deux mil dix-sept, il a été constitué, conformément à l'Acte Uniforme portant Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA), une Société Anonyme avec Conseil d'Administration dénommée: «Congo Oilfield Services», enregistrée à Brazzaville aux Domaines et Timbres de la Plaine, en date du premier juin deux mil dix-sept, Folio 097/4 n°2289.

La Société a pour objet:

- La fourniture des équipements de forage, casing et tubing;
- L'exploitation et la maintenance des installations pétrolières;
- Les services d'interventions sur les puits (logging électrique dans le casing, slickline, survey gyroscopique, tests de puits, coil tubing et de pompage, entretien de têtes de puits, intervention hydraulique, forages déviés, opérations MWD/LWD);
- Les services de maintenance des risers, de détection de fuite et de corrosion;
- Les services logistiques des champs pétroliers, l'exploitation de bateaux de support aux champs pétroliers;

• La mise à disposition du personnel pétrolier qualifié;

Et, plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières, se rattachant, directement ou indirectement, à l'objet social ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes susceptibles d'en faciliter l'exécution ou le développement;

Capital social: Dix millions (10.000.000) de Francs CFA;

Durée de la Société: 99 ans;

Siège social: Boulevard Charles De Gaulle, 2e étage Immeuble Losange, B.P.: 122-Pointe-Noire, République du Congo;

Gérance: La société est administrée par Monsieur LIPIKA EDRE Meddy Espérance, en sa qualité de Directeur Général;

RCCM: CG/PNR/17 B 242 du douze juin deux mil dix-sept.

Pour insertion,
Maître Hortense
MVINZOU LEMBA.

LETTRE DE REMERCIEMENT

La famille KAHOUNGA

- BENDO ;
- MIABILANGANA;
- NZOUNZA;
- NKODIA;

La famille MBEMBE

- Angélique DIARASSOUBA;
- Elizabeth MALONGA-LOUYA;
- Geneviève LOUBAYI;

Le Distingué Conseiller Maurice-Claude MALELA-SOBA et les enfants, remercient toutes celles et tous ceux qui, par leurs gestes, attention et assistance multiforme, les ont soutenus lors de la disparition inopinée de leur chère parent, épouse et mère, la regrettée Mme Thérèse Marie MALELA-SOBA née MIABILANGANA, dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier 2018.

Que Dieu Tout-Puissant le leur rende au centuple.



Yattoo.com

LES SOLUTIONS D'ACCÈS À INTERNET HAUTE PERFORMANCE

Une marque OFIS

www@yattoo.com (+242) 06 600 0000 info@yattoo.com

319, Avenue Charles de Gaulle POINTE-NOIRE République du Congo Face à TPI & MIGITEL

105, Boulevard Denis Sassou Nguesso BRAZZAVILLE République du Congo Face à la CFAO



SALARIES

Début des cours de la promotion 2018 -2019 en cours du soir à la fin du mois de janvier 2018 en:

- 3^e Année Bachelor;
 - Masters (MBA, MRH, MCG, MQHSE, MMO, MCLS, ...).
- Diplômes Français

N.B.: Dernières inscriptions avant la clôture définitive.

Tél.: 06 638 85 87; 04 43 148 27; E-mails: escicinfo2013@gmail.com / escicinfo2013@escic-cg.com; Site: www.escic-cg.com

Conseil Œcuménique des Eglises chrétiennes du Congo

Mgr Panteleimon Arathymos nouveau président

La présidence tournante du Conseil Œcuménique des Eglises chrétiennes du Congo est désormais assurée par Mgr Panteleimon Arathymos, archevêque orthodoxe métropolitain du Congo Brazzaville et du Gabon. Il succède au pasteur Joseph Tchibinda Mavougou de l'Eglise évangélique luthérienne pour un mandat de deux ans. La cérémonie de passation de consignes a eu lieu, jeudi 18 janvier 2018, au Temple du centenaire de l'Eglise évangélique du Congo du Plateau centre-ville, à l'occasion du culte d'ouverture de la 48^e Semaine de prière universelle pour l'unité des chrétiens qui a regroupé les ouvriers apostoliques ou personnes consacrées et placé sous le thème: «*Vous aimerez aussi l'étranger, car vous étiez étrangers en Egypte*», tiré du thème principal de cette 48^e Semaine: «*Ta main droite, Seigneur, éclatante de puissance (Exode 15,6)*».



Rév. J. Tchibinda Mavougou



Mgr Panteleimon Arathymos

Prenant la parole à cette occasion, le pasteur Joseph Tchibinda Mavougou, président sortant, a déclaré que c'était un apprentissage, une école, une grande expérience vécue pour avoir présidé aux destinées du Conseil pendant deux mandats, aux côtés des doyens comme Mgr Anatole Milandou, archevêque métropolitain de Brazzaville. Le président en exercice entend insuffler un nouveau dyna-

misme au sein du Conseil œcuménique en apportant quelques innovations. «*Le Conseil œcuménique, c'est l'ensemble des leaders dont le chef est le Christ lui-même et nous ne sommes que des ouvriers apostoliques dans cette union. D'où nous devons travailler la main dans la main dans un esprit d'échange, de partage, d'unité et d'amour, afin qu'ensemble nous œuvrions pour le Christ. En prenant le témoin pour deux années*

d'exercice, nous allons continuer à travailler et améliorer, si possible, la bonne marche du conseil. Quelques innovations seront apportées sur le plan administratif tout en procédant au renforcement des capacités des membres dudit conseil, et aussi renouer les contacts avec les différents partenaires, notamment le Conseil œcuménique mondial, le Conseil pontifical pour l'unité des chrétiens. Pour que cela devienne effectif, le Conseil

œcuménique qui est au service de la population, sera à l'écoute du peuple de Dieu. Nous allons approfondir nos relations avec les autorités nationales en apportant notre contribution pour la bonne marche de notre démocratie et en œuvrant pour la paix dans notre patrie bien aimée, le Congo», a assuré Mgr Panteleimon Arathymos.

Pascal BIOZI KIMINOU

Paroisse Saint-Paul de Madibou (Archidiocèse de Brazzaville)

Renaissance de la communauté Saint Kisito

Après une éclipse de près de douze ans, la communauté Saint Kisito a refait surface dans la paroisse Saint-Paul de Madibou, dans le 8^e arrondissement de Brazzaville. Sa sortie officielle a eu lieu, dimanche 21 janvier 2018, au cours d'une messe célébrée par l'abbé Charel Guy Philippe Mvouo Oyéla, vicaire paroissial, concélébrée par les abbés Adrien Batantou et Raymond Nzonzi, respectivement, curé de la paroisse et aumônier diocésain de la communauté Saint Kisito.

Le retour de cette communauté a été marqué par deux moments phares en pleine messe. Il s'agit de l'engagement et du port de foulard par les membres du groupe Saint Kisito. Les adhérents relançant ce mouvement d'apostolat dans cette paroisse ont été près d'une vingtaine et ils sont tous des jeunes filles et garçons. Jusqu'au 17 janvier 2018 dernier, ce groupe existait déjà depuis plus d'un an. La communauté Saint Kisito a été introduite au Congo en 1965, au sein de la paroisse Notre-Dame du Rosaire de Bacongo, à l'époque de l'abbé Barthélemy Batantu. La congrégation des frères de Saint Gabriel est fondatrice de la communauté Saint Kisito du Congo. Ce mouvement a trouvé sa vigueur en 1994 dans la paroisse Saint-Paul de Madibou. Cette communauté a connu des moments de joie et d'allégresse jusqu'en décembre 1999. Malheureusement, lorsque les troubles sociaux politiques éclatèrent dans le pays en 1997-1998, cela a provoqué la fermeture de la paroisse Saint-Paul de Madibou. C'est en 2002 que le groupe a repris ses activités dans des conditions assez difficiles. Cette relance a été une fois encore confrontée à des

difficultés diverses, à partir de 2005, donc trois ans seulement après la relance. Mais, selon les responsables actuels du groupe, Dieu par Sa Grâce a fait susciter le besoin de la renaissance du groupe Saint Kisito dans la paroisse Saint Paul de Madibou. L'accord du curé de la paroisse ne s'est pas fait attendre. C'est avec l'appui du bureau diocésain et la motivation de certains membres que le groupe a pu naître. C'est ainsi que dans son homélie, le célébrant, qui s'est inspiré de l'Evangile selon Saint Marc chapitre 1, (verset 14 à 20) a prodigué des conseils aux nouveaux promus: se convertir et se tourner vers Dieu. Il ne faut pas attendre, a-t-il insisté, citant l'adage qui dit: «*qui renvoie à demain, trouve malheur en chemin*», il a conclu que la foi n'a pas de délai. Ce groupe est dirigé par un bureau de quatre membres: président, Vivien Samba Biyengui; secrétaire, Jordy Balossa; trésorier, Fernand Mienandi; et chargée de l'organisation, Espoire Nzobadila Banzouzi. Armand Malonga, en tant qu'ancien membre, s'occupe de l'encadrement. «*Le groupe a refait son retour pérenne. Nous nous sommes engagés définitivement pour*



Les nouveaux membres du groupe Kisito posant devant l'église à la sortie de la messe

aller de l'avant. Nous avons pris l'engagement de respecter les principes de Saint Kisito, de vivre dans l'amour et la joie, dans l'entraide et la solidarité. Ce groupe réunissant les jeunes filles et garçons est disposé à suivre le Christ à

l'exemple de Saint Kisito, notre Saint patron». A rappeler que Saint Kisito faisait partie des martyrs de l'Ouganda. Il fut tué. Le groupe est ouvert à tous ceux qui désirent l'intégrer.

Philippe BANZ

NECROLOGIE

Les enfants Bassonga Ba Samba: Mme Loungéngé née Tsota Pascaline Irène, Mme Jeanne Bassonga, Roger Bassonga, Petula Nancy Bassonga, et la famille Kouimba ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur père, frère et oncle, le nommé Jean Bernard BASSONGA «B.J.B.», journaliste retraité à Radio-Congo, survenu le dimanche 21 janvier 2018, à l'hôpital central des Armées Pierre Mobengo de Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°90, rue Voula-Météo (derrière le camp de la Gendarmerie, arrêt église Kisito). La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



IV^e dimanche du temps ordinaire-B-

«Il enseignait en homme qui a autorité»

Textes: Dt 18, 15-20; Ps 94 (95); 1Co 7, 32-35; Mc 1, 21-28

Chers frères et sœurs,

Après la mort de Joseph, fils de Jacob, un nouveau roi-pharaon vint au pouvoir en Egypte. Et ce roi n'avait pas connu Joseph. Devant le développement du peuple d'Israël, ce nouveau roi contraignit Israël à des travaux forcés, à une oppression farouche. Au regard de la misère d'Israël en Egypte, de ses lamentations et de ses angoisses, Dieu envoya Moïse pour libérer son peuple de la main tyrannique de Pharaon en le jetant à l'eau, avec ses chevaux et ses cavaliers. Moïse est donc le libérateur d'Israël. A ce titre, il acquit une grandeur et une renommée inouïes dans tout Israël. A telle enseigne que, depuis le commencement jusqu'à l'Exode, il ne s'est pas levé de prophète plus grand que Moïse.

Cependant, étant donné que l'homme n'est pas éternel, Dieu donne, dans la première lecture de ce dimanche, une promesse d'espérance à Israël par l'entremise de Moïse: «*Au milieu de vous, parmi vos frères, le Seigneur votre Dieu fera se lever un prophète comme moi, et vous l'écouteriez*». Et il ajoute une injonction: «*Si quelqu'un n'écoute pas les paroles que ce prophète prononcera en mon nom, moi-même je lui en demanderai compte*».

Cette promesse d'espérance à Israël trouvera son accomplissement en Jésus-Christ. Déjà à sa naissance, comme le prophétisera Isaïe, «*Le peuple qui marchait dans les ténèbres a vu se lever une grande lumière; sur ceux qui habitaient le pays de l'ombre, une lumière a resplendi*» (Is 9, 1). Et à la transfiguration de Jésus, en présence de Moïse et d'Elie, la voix du Père retentit dans les cieux: «*Celui-ci est mon Fils bien-aimé, en qui j'ai mis tout mon amour, écoutez-le!*» (Mt 17, 5).

Au regard de tout ce qui précède, Jésus est le nouveau Moïse que nous devons écouter c'est-à-dire à qui nous devons donner notre pleine adhésion à sa parole qui devient en nous source jaillissant en vie éternelle (Jn 4, 14).

Dans la page d'Evangile, Jésus enseigne en homme qui a autorité, et non pas comme les scribes, héritiers de Moïse. Une nette démarcation s'établit. Jésus enseigne avec autorité. On peut alors se demander: comment comprendre l'autorité de Jésus? Comment comprendre l'autorité dans un monde où tous veulent commander? Comment comprendre l'autorité dans un monde où on s'accroche à son pouvoir sans se soucier du bien des autres? Comment comprendre l'autorité dans un monde où le chef est considéré comme la quatrième personne de la Trinité?

L'autorité de Jésus (exousia en Grec qui signifie pouvoir) se manifeste d'abord dans la force et la clarté de son enseignement capable de récuser l'hégémonie du Mal. En écoutant l'enseignement de Jésus, l'homme tourmenté par un esprit impur, dans la page d'Evangile de ce dimanche, se mit à crier: «*Que nous veux-tu, Jésus de Nazareth? Es-tu venu pour nous perdre? Je sais qui tu es: tu es le Saint de Dieu*». Sans faire des prières alambiquées et ostentatoires, Jésus l'exorcise: «*Tais-toi! Sors de cet homme*». En ce sens, Jésus est le vrai libérateur puisqu'il libère l'homme et tout l'homme des liens du démon. Il nous faut noter tout de même que le démon reconnaît la sainteté de Dieu incarnée en Jésus-Christ mais aussi en celui qui marche dignement à la suite de Jésus puisque «*là où passe un saint, Dieu passe avec lui*» écrira le Curé d'Ars. L'autorité de Jésus se manifeste ensuite dans le service. «*C'est ainsi que le Fils de l'homme n'est pas venu pour être servi, mais pour servir et donner sa vie en rançon pour la multitude*» (Mt 20, 28). En portant le tablier du service, Jésus – lui qui est Dieu de même nature que le Père – va jusqu'à laver les pieds de ses disciples (Jn 13, 1-11) et à donner sa vie pour le salut du genre humain car pour lui «*il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ses amis*» (Jn 15, 13). Etant conscient de son autorité qu'il tient du Père, «*lui qui est de condition divine n'a pas revendiqué son droit d'être traité comme l'égal de Dieu mais il s'est dépouillé prenant la condition d'esclave. Devenant semblable aux hommes et reconnu à son aspect comme un homme, il s'est abaissé devenant obéissant jusqu'à la mort et la mort de la croix*» (Ph 2, 6-8). Et pourtant, tout pouvoir lui a été donné au ciel et sur la terre, mais il a vécu notre condition d'homme en toute humilité.

Enfin, l'autorité de Jésus se vérifie dans sa disponibilité à faire la volonté de son Père. Répondant à ses parents qui le cherchaient après une escapade dans le Temple de Jérusalem, il dit: «*Ne savez-vous pas que je dois être dans la maison de mon Père?*» (Lc 2, 49) autrement dit, ne saviez-vous pas que je dois accomplir pleinement la volonté de mon Père? C'est à cette disponibilité de cœur et d'âme que nous convie saint Paul dans la deuxième lecture de ce dimanche quand il écrit: «*Frères, j'aimerais vous voir libres de tout souci*».

Chers frères et sœurs, à l'invite du Psalmiste, ne fermons pas notre cœur mais écoutons la voix Seigneur. En écoutant attentivement cette voix du Seigneur nous pourrions l'adorer sans partage et avoir pour tout homme une vraie charité.

Abbé Mathias Cédric LOUHOUMOU
Foyer Abraham.

Communiqué

L'Association Congolaise «Accompagner» (ACA) annonce l'ouverture de la Clinique Aloha Congo, située au n°2 de la rue Mpangala, à l'arrêt SGEC.

Y sont présents des médecins généralistes, des médecins spécialistes, des sages-femmes expérimentées ainsi qu'un laboratoire pour tous les examens médicaux.

La maison de santé offre également un suivi psychologique.

La goutte épaisse, la glycémie et la prise de tension sont gratuites du lundi 22 au mercredi 31 janvier 2018.

La maison médicale Aloha Congo est ouverte du lundi au dimanche, 24/24.

Pour tout contact:

Tél. 05.551.08.28; 22.613.70.25; 05.988.92.93.

ANNONCES

REPUBLIQUE DU CONGO
PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR L'EMPLOYABILITE (PDCE)

RELANCE
AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
EN VUE DE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INTERNATIONAL POUR L'ETUDE SUR L'OFFRE DE FORMATION

Référence de l'accord de financement/Numéro du crédit : 5302 – CG
N° d'Identification du Projet : P128628 / N° Avis : AMI N° CG -PDCE-026 - SC-CI-17
Date de publication : 25 janvier 2018
Date de clôture : 8 février 2018.

I – Contexte :

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de l'Association Internationale de Développement (IDA) afin de couvrir le coût du Projet de Développement des Compétences pour l'Employabilité (PDCE) et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat d'un consultant international pour l'étude sur l'offre de formation.

II – Objectif de l'étude :

L'objectif principal de l'étude est d'établir et maîtriser la cartographie exhaustive des différents prestataires de formation tant publics que privés ainsi que les contenus des formations dispensées en République du Congo. Dans l'atteinte de l'objectif général ainsi défini, l'étude doit permettre au ministère et au PDCE de :

- Déterminer le nombre de prestataires de formations tant publics que privés exerçant au Congo et leur localisation géo spatiale ;
 - Identifier les formations dispensées par ces prestataires et celles susceptibles d'intéresser le PDCE ;
 - Identifier les formations dictées par l'économie et non dispensées ;
 - Maîtriser l'évolution des effectifs des apprenants dans les établissements publics et privés sur les cinq dernières années selon le genre ;
 - Déceler et Analyser les faiblesses de l'offre de formation au Congo ;
- L'étude permettra également de déterminer pour le secteur public :
- Le taux de redoublement au cours des cinq dernières

- années ;
- Les effectifs du personnel enseignant selon les spécialités et le genre et l'âge ;
- Le nombre du personnel administratif selon le genre et l'âge ;
- Le niveau du plateau technique ;
- Le ratio enseignant/salle de classe ;
- Le ratio apprenant/salle de classe ;
- Le ratio apprenants/poste de travail.

Pour le secteur privé, l'étude permettra de :

- Déterminer les conditions d'accès ;
- Définir la durée de formation par filière ;
- Identifier les formations dispensées (filères, spécialités) ;
- Connaître les diplômes et/ou certificats délivrés à la fin de la formation ;
- Déterminer le profil des formateurs selon les spécialités ;
- Constituer la base de données du ministère de l'enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi en matière de formation

III - Profil et qualification du consultant

- Etre titulaire d'un diplôme au moins égal au doctorat en sciences de l'éducation
- Avoir au moins cinq (5) ans d'expérience dans le domaine de la formation technique et professionnel, ou en suivi et évaluation des programmes de formation ETP en alternance dont trois au moins dans la conduite des projets relatifs à la formation qualifiante des jeunes et une année au moins d'expérience dans la mise en œuvre d'activités similaires dans d'autres pays de la sous-région.

IV – Dossier de candidature :

Les dossiers de candidature à soumettre pour le recrutement comprendront :

- Une lettre de motivation pour le poste;
- Un curriculum vitae détaillé;
- Des copies de diplômes, certificats, attestations ou tout autre document justifiant la formation et expérience.

V - Informations supplémentaires :

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires et les termes de référence complets, à l'adresse ci - dessous, les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures.

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par courrier électronique ou sous plis fermé, au plus tard le 8 février 2018 à 16 heures avec mention «Avis de recrutement d'un consultant international pour l'étude sur l'offre de formation».

L'adresse à laquelle, il est fait référence ci – dessus est :

Unité de Gestion du PDCE
À l'attention de monsieur OKOMBI Auxence
Léonard, Coordonnateur du PDCE
Adresse : 177 rue Soweto – Quartier ex-télévision
Baongo
Email : congo.pdce@yahoo.fr

Le Coordonnateur du PDCE

OKOMBI Auxence Léonard

REPUBLIQUE DU CONGO
PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR L'EMPLOYABILITE (PDCE)

RELANCE
AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT EN VUE DE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LA CONCEPTION DU SITE WEB DU PDCE

Référence de l'accord de financement/Numéro du crédit : 5302 – CG
N° d'Identification du Projet : P128628 / N° Avis : AMI N° CG -PDCE-019-SC-CI-17
Date de publication : 25 janvier 2018
Date de clôture : 8 février 2018.

I – Contexte :

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de l'Association Internationale de Développement (IDA) afin de couvrir le coût du Projet de Développement des Compétences pour l'Employabilité (PDCE) et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat du consultant individuel pour la conception du site Web du PDCE.

II - Les services prévus au titre de ce contrat :

- La réalisation et la conception de la Charte Graphique
- Concevoir le logotype : ses couleurs (définies grâce au nuancier Pantone) ;
- Définir les polices de caractères et leurs différentes fontes utilisées dans les documents afin de permettre de créer différents niveaux de textes et d'apporter un bon confort de lecture ;
- Définir le mécanisme d'utilisation d'éléments graphiques tels que filigranes, détail du logo agrandi ; courbes, pictogrammes et traits spécifiques au projet ;
- Définir les modèles de supports de Power Point pour les présentations des projets PDCE ;
- Définir les modèles de supports administratifs des projets PDCE (carte de visite, entêtes & Badges) ;
- Définir les principes du choix des images et des illustrations à inclure dans les présentations.
- La réalisation et la conception du portail Web
- Développer des pages web dynamiques et proposer une ergonomie jugée acceptable par l'unité de gestion du PDCE.

- La conception des outils de communications
- Définir une nomenclature des mails en pdce.cg des membres de l'unité de gestion ;
- Fixer et configurer des mails professionnels (mail collectifs) pour les membres de l'unité de gestion, pour les bénéficiaires du projet ou pour toute personne à joindre pour l'intérêt du projet
- Définir les outils de communications à travers les réseaux sociaux (facebook, twitter...)
- Intégrer dans le portail web un module d'abonnement au bulletin d'information (Newsletters) et au Forum d'échanges et de partages d'informations.

Le consultant devra faire une proposition pertinente pour l'hébergement du portail web pour une durée d'un (01) an avec le pack de services approprié accompagné d'un système de gestion et de publication des statistiques par semaine ou par mois.

III - PROFIL et QUALIFICATION DU CONSULTANT

Profil :

La présente mission s'adresse aux développeurs réunissant les qualifications requises.

Qualification du consultant

- Etre titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur (BAC + 3) dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ou tout autre domaine lié aux TIC ;
- Avoir une expérience prouvée d'au moins cinq (5) ans dans le développement informatique ; et une expérience avérée dans l'infographie (minimum 4 projets de dévelop-

pement Web) sera un plus.

IV – Dossier de candidature:

Les dossiers de candidature à soumettre pour le recrutement comprendront :

- Une lettre de motivation pour le poste;
- Un curriculum vitae détaillé;
- Des copies certifiées de diplômes, certificats, attestations ou tout autre document justifiant la formation et expérience.

V - Informations supplémentaires:

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires et les termes de référence complets, à l'adresse ci - dessous, les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures.

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par courrier électronique ou sous plis fermé, au plus tard le 8 février 2018 à 16 heures avec mention «Avis de recrutement d'un consultant individuel pour la conception du site Web du PDCE».

L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est :

Unité de Gestion du PDCE
À l'attention de monsieur OKOMBI Auxence
Léonard, Coordonnateur du PDCE
Adresse : 177 rue Soweto – Quartier Ex télévision
Baongo - Email : congo.pdce@yahoo.fr

Le Coordonnateur du PDCE

OKOMBI Auxence Léonard

Santé

Des soins gratuits à la Maison de santé et d'accompagnement Aloha

L'association congolaise «*Accompagner*» (A.C.A.) organise, depuis le 22 janvier 2018, une campagne de soins gratuits à la Maison de santé et d'accompagnement Aloha Congo, à Brazzaville. Elle a pour but d'aider les populations à se soigner et de faire connaître cette Maison à caractère social, qui a ouvert ses portes, il y a peu. La campagne prendra fin mercredi 31 janvier 2018.

Des médecins généralistes, des médecins spécialistes, des sages-femmes expérimentées et une psychologue y sont pour ausculter, soigner, conseiller les patients et faire du suivi psychologique. Tous les examens médicaux sont faits sur place dans un laboratoire high-tec ayant plusieurs services: hématologie, sérologie, biochimie, bactériologie, hormonologie. Parmi les examens, la goutte épaisse, la glycémie et la prise de tension... La campagne est ouverte à toutes personnes sans distinction aucune. Elle est effective. A l'ouverture, plus de 35 patients ont été enregistrés et des parents ont promis amener leurs enfants ce week-end. Ce qui réjouit et inquiète à la fois Symphorien Kimbembé, gestionnaire de cette Maison, qui s'interroge sur la capacité d'accueil de la Maison en cas d'affluence.

Cette campagne, explique Donald Christian Galemoni, infirmier, est aussi une façon de faire connaître le concept "Maison de santé et d'accompagnement", lequel n'est pas connu des Congolais. Il faut donc leur expliquer ce qu'est la

"Maison de santé et d'accompagnement". C'est une clinique au même titre que les autres cliniques existant sur la place, à la seule différence qu'en plus de soins curatifs, elle fait de l'accompagnement et des soins palliatifs. Ceux-ci sont définis comme des soins actifs qu'on donne aux personnes atteintes de maladies graves, évolutives ou en phase terminale. Par exemple, lorsqu'une



La façade principale de la Maison de santé et d'accompagnement, à Moundali

maladie s'est installée, a évolué et est arrivée à un stade très avancé ou terminal; dans les



Une infirmière prenant la tension artérielle des patients

personne est diagnostiquée d'une maladie grave comme le cancer ou le sida et que la

grands hôpitaux, comme le Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B),

les médecins disent qu'il n'y a plus rien à faire. La guérison n'étant plus envisageable à ce moment-là, place est faite aux soins palliatifs, aux soins d'accompagnement, lesquels sont des soins de confort permettant à la personne malade de quitter la terre des hommes avec toute la dignité. Ces soins, dans tout Brazzaville, sont assurés par l'A.C.A., association promotrice de la Maison de santé et d'accompagnement.

Viclaire MALONGA

Cardiologie

La tension artérielle

A l'heure où l'hypotension, l'hypertension et les Accidents vasculaires cérébraux (AVC) en République du Congo sont sur la sellette, il y a lieu de se pencher sur la prise de la tension artérielle, notamment l'auto mesure de la pression artérielle.

L'auto mesure de la pression artérielle est-elle conseillée à tout le monde?

La mesure de la tension est très facile et la grande majorité des personnes y parviennent. Cependant quelques sujets trop «nerveux» deviennent inquiets en se mesurant trop souvent la tension. Sachez aussi que si votre cœur bat irrégulièrement (arythmie) ou que si votre bras est très gros (car votre poids est excessif ou vous êtes très musclé) ou trop petit (c'est le cas chez certaines femmes et les enfants), les mesures ne sont pas correctes. Dans ces cas, ne mesurez pas votre tension vous-même. Si vous hésitez, demandez à votre médecin.

Les erreurs

à ne pas commettre

L'auto mesure de la pression artérielle est utile pour la surveillance de la santé à condition d'éviter certaines erreurs. Trois préalables essentiels sont à respecter: 1- N'utilisez pas un appareil de mauvaise qualité. 2- Prenez votre tension au bon moment, au repos, dans la bonne position. 3- Ne modifiez pas votre traitement sans l'avis de votre médecin.

Gendarmerie nationale

Les commandants de l'école et du Groupement des transports aériens intronisés

Le général de brigade Paul-Victor Moigny, commandant de la Gendarmerie nationale, a présidé la double cérémonie de prise de commandement des commandants de l'école de la Gendarmerie et du Groupement de la Gendarmerie des transports aériens: le colonel Lévy Ndzaba Kombo, ancien directeur du matériel au commandement de la Gendarmerie nationale, et le colonel Claude Olivier Epelet, ancien commandant du groupement de la gendarmerie ferroviaire. C'était le mardi 16 janvier 2018, à l'esplanade du stade président Alphonse Massamba-Débat, à Brazzaville. En présence de plusieurs autorités politico-administratives et militaires.



Les colonels Claude Olivier Epelet et Lévy Ndzaba Kombo

Le général Moigny a demandé aux officiers, gradés et gendarmes de l'école de la Gendarmerie nationale et à ceux du Groupement de Gendarmerie de transports aériens «de reconnaître ces deux officiers supérieurs, à compter de ce jour comme chefs, et de leur obéir en tout ce qu'il leur commandera pour l'intérêt du service, la bonne exécution des règlements militaires, dans l'observation des lois de la République, pour le succès de la Gendarmerie nationale, conformément à la constitution».

Comme de coutume, une parade à laquelle a pris part l'ensemble des troupes de la Gendarmerie présentes, sous le commandement du lieutenant-colonel Minsmin Atiga, commandant du Groupement des escadrons du Grand quartier général de la Gendarmerie, a clos la cérémonie sur les airs de la musique principale des Forces armées congolaises (FAC).

Le colonel Lévy Ndzaba Kombo, répondant aux questions des journalistes, a soutenu que l'école, c'est la mère nourricière, «c'est elle qui nous a engendrés et qui nous prépare aux fonctions. Sa mission est la formation, mais aussi la sécurité. Au regard du plan de commandement de la Gendarmerie, je pense que la tâche est immense.»

Le colonel Claude Olivier Epelet, de son côté, a fait savoir que la prise de commandement est un moment fort: «En dehors du plaisir et de la joie, on pense aux missions qui vont être assignées par les chefs. En ce qui concerne les plateformes aéroportuaires, ce sont des frontières, des lieux stratégiques dont il faut assurer la sûreté, la protection des personnes et des biens qui y circulent. Nous allons œuvrer de telle sorte que tous ceux qui passent par ces aéroports, précisément ceux d'Ollombo, de Brazzaville et de Pointe-Noire, voyagent en sécurité et en toute tranquillité.»

Alain-Patrick MASSAMBA

REMERCIEMENTS

Les enfants Kouka-Campo: Lydie, Lou, Mathos, Mimie et Gaëlle, remercient toutes les personnes qui les ont assistés lors du décès de leur mère, Marie Suzanne BADIABANTOU. Passée de vie à trépas le 2 janvier, elle repose dans la Paix du Seigneur depuis le 16 janvier 2018, au cimetière privé "Ma campagne".



Leurs remerciements particuliers vont à l'abbé Mathieu Bakanina, au clergé et au Renouveau charismatique de la paroisse Sainte Trinité du Barrage. Profonde gratitude à tous pour la délicate attention manifestée lors de ce moment douloureux.

Que l'Eternel Dieu d'amour vous bénisse!

AVIS DE RECRUTEMENT DES CONSEILLERS COMMERCIAUX EN ASSURANCE NON VIE

La compagnie d'assurance ARC procède actuellement au recrutement des conseillers commerciaux pour la vente de ses produits d'assurances. Les candidats doivent remplir les conditions ci-après:

- Etre dynamique et de bonne moralité;
 - Avoir au moins 30 ans;
 - Etre titulaire au minimum d'un Baccalauréat.
- Le dossier à fournir est composé comme il suit:
- Curriculum Vitae + Copie du dernier diplôme;
 - Lettre de motivation.

La date limite de soumission des dossiers est fixée au Mercredi 31 Janvier 2018.

Les dossiers de candidature seront reçus exclusivement par voie électronique à l'adresse suivante:

arc-recrutement@arc.cg

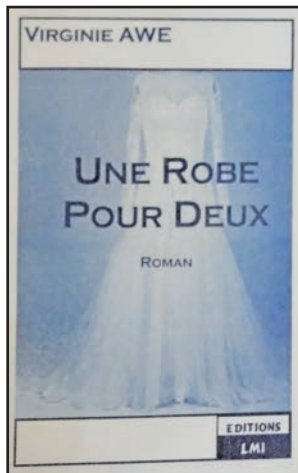
Roman

«Une robe pour deux» de Virginie Awé

La salle de conférence de la préfecture de Brazzaville a servi de cadre, lundi 22 janvier 2018, à la cérémonie de présentation du premier roman de Virginie Awé: «Une robe pour deux», publié aux Editions LIM, à Pointe-Noire. Cette cérémonie était rehaussée de la présence de plusieurs invités, parmi lesquels Benoît Destinée Hermella Doukaga, ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique.



Virginie Awé



La couverture du livre

Le lyrisme de l'auteur a commencé par la mise sur le marché d'un recueil de nouvelles intitulé: «Le silence de la tombe», un ouvrage de 44 pages publié à CAN édition. Avant d'écrire son premier roman: «Une robe pour deux», composé de 116 pages. Deux couleurs sont dominantes: le bleu et le blanc à la page de garde où les lecteurs pourront aisément reconnaître une robe blanche de mariage, en dentelle, sur fond bleu. Il n'est pas aisé de mettre à nu le mystère que cache le titre de cet ouvrage, rédigé dans un style qui crée le suspense et plonge le lecteur au cœur de la superstition. Ce dernier peut s'interroger comment cela peut-il être possible. «Cette histoire n'est que le fruit

de mon imagination, mais la coïncidence n'est pas exclue. Le problème de fond ici est celui de la stérilité féminine qui fait que l'on tire à boulet rouge sur la femme. C'est une forme de violence à proscrire. Je ne me suis pas révoltée, j'ai essayé de dénoncer le comportement de Dzné-Dzné pour mettre en évidence la bestialité masculine. Pour la femme, l'homme est un enfant, il suce ses seins durant toute sa vie, mais ne cesse de lui faire violence. La vérité est que le climat conjugal doit être convivial. Je suis la voix des sans voix. De grâce, c'est un miroir pour dénoncer certains comportements délictueux des hommes pour que cela cesse», a expliqué l'auteur, à propos de son livre.

Le roman de Virginie Awé relate l'histoire de Dzné-Dzné, qui achète une robe de mariage pour sa femme. Cette dernière, congédiée parce que soupçonnée d'être stérile, s'en va avec cette robe. Dzné-Dzné épouse une deuxième femme et demande à la première de lui restituer la robe de mariage qu'il lui avait achetée. Alors, à qui reviendra la robe? «Une robe pour deux» est un ouvrage qui interpelle tout le monde sur les pesanteurs de la tradition africaine et de notre vie contemporaine. Virginie Awé est de nationalité congolaise. Elle travaille aux impôts, en qualité d'inspectrice divisionnaire adjointe de l'acompte sur divers impôts (ASDI) de Brazzaville.

Victor GUEMBELA

Littérature africaine

Ngugi Wa Thiong'O: En attendant...le Prix Nobel de Littérature

Le célèbre écrivain Kenyan, qui fête ses 80 ans cette année avec plus d'un demi-siècle de carrière littéraire, n'a toujours pas été récompensé par le Prix Nobel de Littérature. Aujourd'hui Professeur de littérature aux Etats-Unis d'Amérique, l'homme continue d'exercer ses deux passions avec le même enthousiasme: l'écriture et l'enseignement. Lecteur gloutin, écrivain talentueux, professeur chevronné, Ngugi Wa Thiong'O est, sans nul doute, la figure emblématique de la littérature africaine anglophone...



Gildas Aymar Maloula

Ngugi Wa Thiong'O (James Ngugi, à l'état civil) est né le 5 janvier 1938, à Limuru, en pays Kikuyu, au Kenya. Parcours scolaire et universitaire classiques, école primaire à Limuru; études secondaires et universitaires à Makérére, collège en Ouganda et à Leeds, en Grande-Bretagne. L'Université de Makérére fut créée en 1922. Elle est un véritable foyer intellectuel, à l'image de l'Ecole Normale Supérieure William-Ponty de Gorée, au Sénégal. A la première édition du Festival Mondial des Arts Nègres à Dakar, au Sénégal, du 1^{er} au 24 avril 1966, l'un de ses romans intitulé «Weep not child», publié

en 1964, traduit en français sous le titre «Enfant ne pleure pas», avait, d'ailleurs, reçu le Premier Prix du roman de langue anglaise. Depuis 1987, Ngugi Wa Thiong'O avait décidé d'écrire dans sa langue maternelle, le kikuyu. Ecrire dans la langue de l'ancien colonisateur n'était pas, pour lui, un complexe. Comme le disait un écrivain congolais: «Les mots sont leurs mots, mais le chant est nôtre». Une partie de l'oeuvre de Ngugi Wa Thiong'O revisite une époque de l'histoire de son pays, le Kenya, notamment la révolte des Mau-Mau qui opposa l'empire colonial britannique et les Mau-Mau, entre 1952 et 1956. Le Mouvement Mau-Mau pour rappeler le cri du lion. La presse accusa le leader Jomo Kenyatta

(de son vrai nom Johnston Kamau) d'être l'âme du soulèvement. Le Kenya sera indépendant le 12 Décembre 1963 avec comme président Jomo Kenyatta! James Ngugi, alias Ngugi wa Thiong'O, à ne pas confondre avec un autre Ngugi: John Ngugi, athlète kenyan célèbre à une certaine époque. Pour cette année 2018, l'Afrique continue toujours d'attendre son prochain prix Nobel de Littérature! Après Wolé Soyinka (1986); Naguib Mahfouz (1988); Nadine Gordimer (1991) et John Maxwell Coetzee (2003). A qui le prochain tour? L'Académie Nobel devra départager des écrivains aussi talentueux que prolifiques; et, au finish, ne retenir qu'un seul nom. Après avoir scruté toute l'oeuvre de l'écrivain. Un choix cornélien, en somme. En lice pour cette année 2018 pour le Prix Nobel de Littérature, entre autres: Tierno Monémbo, Marc Levy, Abdourahman A. Waberi, André Makine, Ben Okri, Haruki Murakami, Yasmina Khadra, Paulo Cuelho, Amélie Nothomb et, bien sûr...Ngugi Wa Thiong'O! A moins que, comme ce fut le cas avec Robert Zimmerman, alias Bob Dylan, Prix Nobel de Littérature 2016, la surprise ne vienne d'ailleurs.

Gildas Aymar MALOULA
Critique littéraire

Etude de Maître Christèle Elianne BOUANGA-GNIANGAISE
Notaire à Pointe-Noire
1, Angle Avenues Commandant FODE & Benoît GANONGO,
Vers le rond-point Mess Mixte de Garnison,
Immeuble MORIJA 1er étage, Centre-ville
B.P.: 1431; Tél.: 22 294.13.34/05 736.64.64
République du Congo

INSERTION LEGALE

SCI «LA PROVENCALE»

Société Civile Immobilière
Au Capital social de Francs CFA: 2 000 000
Nouveau capital social Francs CFA: 2 129 187 050
Siège social: Boîte postale: 5954
RCCM: 08 D 21
POINTE-NOIRE/REPUBLIQUE DU CONGO

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

1- Aux termes du Procès-verbal d'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société Civile Immobilière «LA PROVENCALE», en sigle SCI «LA PROVENCALE», tenue à Pointe-Noire, le 10 novembre 2016, déposé au rang des minutes du Notaire soussigné le 08 janvier 2018, enregistré à Pointe-Noire, le même jour, folio 005/15, n° 075; les associés de ladite société ont procédé à:
- L'augmentation du capital social de Francs CFA: 2 129 187 050 pour le porter de 2 000 000 à 2 129 187 050 de Francs CFA par incorporation de réserves;

- Modification concomitante de la valeur de la part sociale. La mention modificative a été inscrite au RCCM par le dépôt légal du Procès-verbal au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 15 janvier 2018, sous le n° 18 DA 1643.

Fait à Pointe-Noire,
le 17 janvier 2018.

Pour avis et mention,

Maître Christèle Elianne
BOUANGA-GNIANGAISE,
Notaire

AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIETE

FUTURE NETWORKS-AFRIKA

En sigle «F.N.A»

Société à Responsabilité limitée
Au capital de F. CFA: 10.000.000
Siège social: quartier Camp 31 juillet, 17, rue Bouk-li Bwali
Pointe-Noire (République du Congo)

Aux termes d'un acte reçu par Maître Blanche Patricia MBISSI DEDE-SOMBO, en date du 12 décembre 2017, il a été constitué une Société à Responsabilité Limitée dénommée: FUTURE NETWORKS AFRICA, dont les caractéristiques suivent:

Capital: 10.000.000 F. CFA;

Objet: La société a pour objet:

- La conception, l'installation et maintenance d'infrastructures et systèmes de télécommunication, réseaux secs et équipements électriques;
- L'exploitation, le déploiement et la localisation de ces infrastructures de télécommunications, et l'intégration de solutions connectées;
- L'aménagement de sites pour la mise en service de ces équipements;
- Le raccordement de réseaux informatiques;
- La distribution de réseaux informatiques et d'énergie;
- Le développement plus générale de toute activité individuelle, commerciale ou de service, y com-

pris des activités de recherche et d'ingénierie, dans le domaine du système de télécommunication et de l'énergie;
- La participation directe ou indirecte par tous moyens à toutes opérations pouvant se rattacher à l'un des objets précités, par voie de création de sociétés ou d'entreprises nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de prises d'intérêt, de fusion d'associations ou de toute autre manière ;

Durée: 99 ans;

Gérant: Monsieur Luc Emmanuel ZANGHIERI, demeurant à Pointe-Noire (République du Congo), quartier Centre-ville, villa 490 Tchikobo; Statuts enregistrés à la Recette des Impôts Centre folio 234/22 du 28 décembre 2017 sous le n°8867;

Dépôt au Greffe du Tribunal de commerce de Pointe-Noire, sous le n°17 DA 1595 du 29/12/2017; RCCM N°CG/PNR/17 B 518.

Pour insertion,

Maître Blanche Patricia MBISSI
DÉDÉ-SOMBO.

ANNONCES

REPUBLIQUE DU CONGO
MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PÊCHE
PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE CONTINENTALES (PD-PAC)
Financem

AVIS DE SOLlicitation DE MANIFESTATION D'INTERET AMI N° 01/2018/PD-PAC/UCP/RPM

RECRUTEMENT D'UN CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE CHARGE DE REALISER L'AUDIT FINANCIER ET COMPTABLE DU PD-PAC, EXERCICE 2017.

I- Contexte et justification

Le Gouvernement du Congo a obtenu du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) un prêt n°2000001239 d'un montant de 7,70millions USD pour financer le Projet de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture Continentales (PD-PAC). Outre les financements du FIDA, le Projet bénéficie également d'un cofinancement de 3,52 millions USD du Gouvernement du Congo et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer les paiements au titre du marché relatif au «Recrutement d'un cabinet d'audit chargé de l'audit des comptes du PD-PAC exercice 2017».

Afin de s'assurer de la bonne gestion des fonds mis à la disposition de l'Unité de Coordination du Projet, le Projet de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture Continentales (PD-PAC), invite les cabinets d'expertise comptable, intéressés par ladite mission à soumettre leurs offres, sous plis fermés pour l'établissement de la liste restreinte.

II- Objectif de la mission du Consultant

L'objectif de l'audit financier et comptable est de permettre d'exprimer une opinion sur le contrôle interne, sur les comptes spéciaux et sur les états financiers et comptables du Projet à la fin de chaque exercice fiscal et s'assurer que les ressources mises à la disposition du Projet sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées en vue de l'atteinte de l'objectif de développement du Projet.

Les états financiers, qui sont établis par l'Unité de Coordination du Projet (UCP) du PD-PAC sont élaborés de manière à rendre compte des transactions financières du Projet.

III- Qualité du consultant

Le Consultant doit être un Cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable indépendant, faisant profession habituelle de réviser les comptes, régulièrement inscrit au tableau d'un Ordre des Experts-Comptables reconnu au plan international par l'IFAC (International Fédération Accountants) ou FIDEF (Fédération Internationale des Experts Comptables et Commissaires aux Comptes Francophones), ayant une expérience confirmée en audit financier des projets de développement et acceptable par le FIDA.

IV- Profil du consultant

Le signataire du rapport doit être un Expert-comptable Diplômé reconnu par l'IFAC (les pièces y relatives devront être jointes à la manifestation d'intérêt).

Le personnel clé de la mission devra comporter au moins:

1. Un Chef de mission Expert-Comptable, signataire du rapport final, justifiant d'au moins 10 ans d'expérience d'audit financier et ayant une bonne connaissance des procédures de gestion fiduciaire et audits des projets financés par le FIDA ;
2. un Auditeur comptable de niveau BAC + 3 au moins, et ayant au moins 3 ans d'expérience professionnelle en matière d'audit.

V- Durée et lieu de la mission

La mission se déroulera au siège du Projet à Brazzaville. Elle durera dix (10) jours ouvrables (7 jours de terrain et 3 jours d'échange et production des rapports) et consistera à auditer l'exercice 2017.

VI- Manifestation d'intérêt

Le Projet de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture Continentales (PD-PAC) invite les consultants intéressés

à se faire connaître et à fournir des informations sur leur expérience et leur compétence en rapport avec la nature de la mission (brochures, références concernant l'exécution des contrats analogues, expérience dans les conditions semblables, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel, CV du personnel prouvant qu'ils sont qualifiés pour exécuter ladite mission, etc.). Sur cette base une liste restreinte de consultants ayant les qualifications les plus pertinentes sera établie, en conformité avec les directives «Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs du Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Les Consultants retenus seront invités à présenter une offre technique et une offre financière sur la base d'une demande de propositions.

Le choix final du consultant sera fait sur la base de la sélection fondée sur la méthode de la qualité et coût (SFQC).

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence (Termes de référence et calendrier de la mission), à l'adresse indiquée ci-dessous et aux heures suivantes: du lundi au vendredi de 8 heures à 16 heures (heure locale).

VII- Dépôt des dossiers

Les manifestations d'intérêt doivent être adressées au plus tard le 8 février 2018 à 12 heures, sous pli fermé et cacheté, avec mention «Avis de Manifestation d'Intérêt N°01/2018/PD-PAC/UCP/RPM, pour le recrutement d'un Cabinet d'expertise comptable chargé de l'audit des comptes du PD-PAC, exercice 2017».

PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA PÊCHE
ET DE L'AQUACULTURE CONTINENTALES (PD-PAC)
Secrétariat, «VILLA Maison Blanche», derrière
l'Ambassade des USA, Arrêt de bus Blanche GOMEZ
- Brazzaville

Téléphone: (00 242) 06 435 10 09 / 05 553 06 11

Email: pdpac.cg@gmail.com

Brazzaville - République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 23 janvier 2018

La Coordination

REPUBLIQUE DU CONGO
MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PÊCHE
PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE CONTINENTALES (PD-PAC)

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 02/2018/ PD-PAC/UCP/RPM

«Recrutement d'un consultant national chargé de former les pisciculteurs de la Cuvette et la Cuvette-Ouest sur les bases techniques de la pisciculture commerciale»

1. Contexte et justification

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), un prêt pour le développement du secteur agricole et halieutique à travers le Projet de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture Continentales (PD-PAC) qui intervient dans quatre (4) départements du Nord du pays: (i) les Plateaux; (ii) la Cuvette; (iii) la Cuvette Ouest (iv) la Sangha. Il cible un secteur uniquement halieutique et les interventions seront concentrées dans un nombre limité de zones de pêche et de pisciculture qui tout en présentant les caractéristiques communes se différencient sur un certain nombre d'aspects.

L'objectif général du Projet est d'améliorer durablement les revenus et la sécurité alimentaire des pêcheurs et pisciculteurs grâce au développement de la filière des produits halieutiques.

L'objectif spécifique du Projet est d'améliorer durablement la production halieutique pour augmenter les revenus des pêcheurs et des petits pisciculteurs

Le PD-PAC a l'intention d'utiliser une partie de ce fonds pour financer les services de consultants ci-après: «Recrutement d'un consultant chargé de la formation des pisciculteurs dans les départements de la Cuvette et la Cuvette Ouest».

Le Projet de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture Continentales (PD-PAC), invite les consultants intéressés par ladite mission à soumettre leurs offres, sous plis fermés.

2. Objectif de la mission du Consultant

L'objectif global de la mission du Consultant est d'assurer la formation des pisciculteurs ruraux des départements de la Cuvette et de la Cuvette ouest sur les bases techniques de la pisciculture commerciale.

Il s'agit spécifiquement de:

- Renforcer les capacités de 56 bénéficiaires (petits pisciculteurs et promoteurs des fermes moyennes de la Cuvette et de la Cuvette Ouest et les aider à mieux gérer leurs infrastructures pour la production des alevins et poissons marchands de Tilapia et de Clarias;

- Mettre en place un protocole de gestion technique des fermes moyennes permettant aux promoteurs de ces fermes de produire des alevins de Tilapia et de Clarias de qualité

- Appuyer les petits pisciculteurs, producteurs de poissons marchands à mettre en place des exploitations piscicoles sur des bases économiquement rentables;

- Mettre en place un protocole de gestion technique des étangs permettant aux petits pisciculteurs de produire des poissons marchands.

3. Qualité et Profil du consultant

Le Consultant devra:

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire de niveau BAC + 5 en Aquaculture;

- Avoir un minimum de cinq années d'expérience professionnelle dans la gestion des stations piscicoles et de développement de l'aquaculture;

- voir une expérience avérée d'au moins 3 ans en production massive d'alevins de Tilapia et de Clarias;

- Avoir exécuté/participé au moins à 2 missions similaires financées par les bailleurs de fonds internationaux;

- Disposer d'une expérience en organisation des formations formelles et informelles en développement de la pisciculture;

- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique, particulièrement dans le traitement des textes.

NB: fournir les preuves de toutes les informations données

4. Durée et lieu de la mission

La durée de la consultation est de 39 jours, répartis en deux types de missions:

- Pour la visite des installations d'un échantillon de bénéficiaires

(promoteurs de fermes moyennes ayant la capacité de produire des alevins et petits pisciculteurs) pendant 6 jours; - Pour la formation, dans 4 ateliers (Owando, Ewo, Etoumbi et Okoyo) de 5 jours chacun, des cinquante- six(56) bénéficiaires.

Le consultant travaillera en étroite collaboration avec le Spécialiste Aquaculture du PD-PAC et les autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre.

5. Manifestation d'intérêt

Le PD-PAC invite les candidats intéressés à se faire connaître et à fournir des informations pertinentes et des preuves indiquant leurs capacités techniques, CV détaillé et un devis estimatif du coût de la mission à exécuter lesdits services

Sur cette base, un consultant national sera sélectionné conformément aux directives «Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs du Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Le consultant national sera sélectionné suivant la méthode «Sélection de consultants à Titre Personnel (STP)».

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence (Termes de référence et calendrier de la mission), à l'adresse indiquée ci-dessous et aux heures suivantes: du lundi au vendredi de 8 heures à 16 heures (heure locale).

6. Dépôt des dossiers

Les manifestations d'intérêt doivent être adressées au plus tard le 9 février 2018 à 12 heures, sous pli fermé et cacheté, avec mention «AMI N° 02/2018/PD-PAC/UCP/RPM, pour le Recrutement d'un Consultant National chargé de former les pisciculteurs de la Cuvette et la Cuvette Ouest sur les bases techniques de la pisciculture commerciale».

PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA PÊCHE ET DE
L'AQUACULTURE CONTINENTALES (PD-PAC)

Secrétariat, «VILLA Maison Blanche», derrière
l'Ambassade des USA, Arrêt de bus Blanche GOMEZ
Brazzaville

Téléphone: (00 242) 06 435 10 09 / 05 553 06 11

Email: pdpac.cg@gmail.com

Brazzaville - République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 23 janvier 2018

La Coordination

CHAN 2018

Place aux duels sans merci et sans calcul!

La phase de poule du Championnat d'Afrique des nations (CHAN) s'est terminée mercredi 24 janvier avec les derniers matchs du groupe D. L'on est désormais fixé sur le menu définitif des quarts de finale qui démarrent samedi 27 janvier. On entre dans la phase des matches à élimination directe. On jouera à quitte ou double.

Têtes de série, la Côte d'Ivoire et le Cameroun qui comptaient parmi les favoris du tournoi lorsqu'a eu lieu le tirage au sort ne seront pas au rendez-vous des quarts

poulet Namibie en concédant une deuxième défaite vendredi 18 janvier devant la Zambie (0-2). Cette défaite les laisse au bord de la route. La Zambie s'est, elle, extraite de ce groupe en compagnie de la surprenante Namibie qui, de son côté, a épinglé l'Ouganda pour s'assurer sa place en quarts de finale.

Dans le groupe D, les Camerounais ont perdu également leur deuxième match face à l'Angola, synonyme aussi d'élimination. Le Burkina Faso, terrassé par le Congo après son match nul d'entrée devant

système de jeu. Il faut de l'envie, le sens du sacrifice, une bonne dose de solidarité et cette petite hargne en plus qui fait la différence, notent des confrères dans ces deux pays ténors du football africain.

Autre éliminé à l'issue de ce premier tour du CHAN, et de taille... la Guinée, dans le groupe A qu'ont dominé le Maroc et le Soudan. Le sélectionneur Lappé Bangoura a été limogé. Une conséquence somme toute logique, relève les journaux de Conakry au regard du parcours catastrophique de l'équipe nationale.

D'autres surprises?

«Que de surprises», donc, résume le site Leddjely.com en Guinée. La Côte d'Ivoire et le Cameroun écartés, le Maroc, le Nigeria et la Zambie sont plus que favoris désormais. Toutefois, le Congo mérite d'être surveillé. En dépit du match nul concédé face à l'Angola lors de la dernière journée, les Diables-Rouges du Congo ont démontré des qualités de sérénité et de réalisme qu'on ne leur soupçonnait pas. Poursuivront-ils sur la même lancée? Le football fait parfois peu de place aux favoris, les fameux outsiders étant résolument engagés à bousculer la hiérarchie classique.

Guy-Saturnin MAHOUNGOU

Les quarts de finale

Samedi 27 janvier: Maroc-Namibie (17h30), Zambie-Soudan (20h30)

Dimanche 28 janvier: Nigeria-Angola (17h30) et Congo-Libye (20h30).

Football/ Ligue 1 saison 2017-2018

Le championnat du renouveau?

Le football congolais aborde un nouveau virage au cours de cette saison avec le début samedi 27 janvier 2018 du championnat de Ligue 1. Une nouvelle année chargée d'espoir, mais aussi de défis et de crainte pour les seize clubs de l'élite et la Fédération congolaise de football. Le public espère vivre une compétition attrayante.

Seize équipes vont se lancer à la conquête du titre de champion. Elles se jeteront dans la bataille, chacune avec ses armes. L'intersaison a permis à chaque formation d'étoffer son effectif. Les équipes nanties ont sevré les petits clubs de leurs meilleurs joueurs, sans compter qu'elles ont fait le plein de leurs recrues étrangères. Il en a toujours été ainsi. A telle enseigne que la course au titre ne se passera qu'entre trois ou quatre, voire cinq équipes. Le reste du peloton se battra uniquement pour le maintien.

On assistera probablement à une vive rivalité entre l'A.C Léopards de Dolisie, le champion en titre, AS Otohô de la Cuvette, son dauphin, La Mancha de Pointe-Noire, quatrième. A ce trio, on peut ajouter les Diables-Noirs qui se sont considérablement renforcés après leur cauchemar de la saison passée. Cela devrait raviver leur rivalité séculaire avec les Fauves du Niari.

Les Diables-Noirs ont mangé ces deux dernières saisons la vache enragée, écartés à la fois du championnat national et de la Coupe du Congo. Aussi ont-ils voulu se donner les moyens de leur ambition en effectuant un recrutement que l'on juge pléthorique. La tâche ne sera pas aisée pour eux, car l'AC Léopards a dit haut qu'il ne cédera pas son fauteuil de leader du football congolais en dépit du retrait de son mécène, le colonel Rémy Ayayos Ikounga, et la perte d'une partie de l'armature



L'AC Léopards remet son titre en jeu

qui lui a permis de se maintenir au sommet du football national. La bataille s'annonce extrêmement difficile entre ces deux barons. Mais autour d'eux, il y a aussi des prétendants sérieux au titre. A commencer par l'AS Otohô qui s'est distinguée par la férocité de ses sergents recruteurs. Ceux-ci, ratissant large, ont mis la main sur des recrues de qualité. Ensuite La Mancha qui veut en finir avec son rôle de spectateur. Les deux clubs veulent mettre fin à la suprématie des équipes de Brazzaville et de Dolisie qui n'a que trop duré. Fini la résignation et le manque d'ambition, déclarent leurs dirigeants. L'Etoile du Congo, bien que diminuée, également, entend aussi se battre pour s'octroyer le titre qu'elle n'a plus gagné depuis douze ans. Sans oublier JST qui voit partir après chaque saison ses meilleurs joueurs mais toujours présente dans le Top 8, et le CARA quoique dépourvu du gros de son effectif de la saison passée.

De même elle doit engager la guerre à la corruption, aux marchandages. On espère que le championnat qui commence sera à l'heure de la moralisation du football congolais

Jean ZENGABIO

Rendez-vous
Samedi 27 janvier
Etoile du Congo-SMO (14h) et Diables-Noirs-Patronage Sainte-Anne (16h), à Kintélé.
Dimanche 28 janvier
JSP-JST (14h) et CARA-Inter Club (18h), au Stade Massambe-Débat.
Nico-Nicoyé-FC Kondzo (14h) et V.Club Mokanda-La Mancha (16h) à Pointe-Noire.
AC Léopards-AS Cheminots (à Madin-gou), AS Otohô-Tongo FC (à Owando)



Des matches couperets maintenant pour Junior Loussoukou et les Diables-Rouges

de finale. Le Maroc, la Zambie, le Nigeria et le Congo peuvent en revanche nourrir quelques espoirs après avoir dominé leurs groupes respectifs, tandis que la Namibie, petit poucet de l'épreuve, a créé la sensation du premier tour.

Les Eléphants locaux ont totalement déçu dans le groupe B. Ils ne se sont pas finalement relevés de leur départ poussif face au petit

l'Angola, quitte aussi la scène. Les éliminations de la Côte d'Ivoire et du Cameroun posent quantité de questions. Dans les deux pays, les fans de foot se sont réveillés avec la gueule de bois. Alors chacun cherche à comprendre et chacun y va de son explication. Lorsqu'on dispute une compétition de haut niveau comme le CHAN, il faut autre chose que le talent et le

8H
RDV À LOMÉ

13H
MEETING À ABIDJAN

En réunion à 8h à Lomé, il a une séance de travail à 13h à Abidjan. Tourisme, amour, affaires... Chaque jour a son histoire sur Air Côte d'Ivoire Avec plus de 300 vols par semaine, ralliez en toute simplicité 25 villes d'Afrique de l'ouest et du centre.



Tél : +242 06 818 66 66
www.aircotedivoire.com

REPUBLIQUE DU CONGO
PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR L'EMPLOYABILITE (PDCE)

RELANCE

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT EN VUE DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE SUIVI TECHNICO PEDAGOGIQUE DE LA SOUS COMPOSANTE 1.3 DU PDCE

Référence de l'accord de financement/Numéro du crédit : 5302 – CG
N° d'Identification du Projet : P128628 : N° Avis : AMI N° CG -PDCE-020 - SC-CI-17
Date de publication : 25 janvier 2018
Date de clôture : 8 février 2018.

I – Contexte :

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de l'Association Internationale de Développement (IDA) afin de couvrir le coût du Projet de Développement des Compétences pour l'Employabilité (PDCE) et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat du personnel de suivi technico pédagogique dans la mise en œuvre de la sous composante 1.1 du PDCE.

II - Les services prévus au titre de ce contrat:

Le personnel de suivi technico pédagogique devra assurer l'encadrement pédagogique du maître artisan, le suivi de l'apprentissage et le contrôle. Il va administrer les compétences de vie courante aux apprentis n'allant pas dans les centres d'alphabétisation. Le consultant recruté sous les présents termes de références aura pour tâche d'apporter des conseils basés sur son expérience professionnelle. Plus spécifiquement, le consultant aura pour mission de :

- Appuyer l'Unité de Gestion du PDCE dans la production des outils nécessaires au suivi technico pédagogique de l'apprentissage (fiche de suivi de l'apprenti ; rapport hebdomadaire de suivi technico pédagogique...);
- Informer les apprentis de tous les aspects liés à leur apprentissage (droits et devoirs, sécurité) et à la gestion des plaintes;
- Renseigner le responsable de la sous composante par un rapport circonstancié des cas et causes d'abandon des apprentis;
- Assurer l'encadrement pédagogique et technique des maîtres artisans lors des visites;

- Administrer les compétences de vie courante pendant 30 minutes aux apprentis lors des descentes de terrain;
- S'assurer de la bonne tenue des livrets d'apprentissage des apprentis;
- Informer les maîtres d'ouvrages délégués du déroulement de l'apprentissage et de proposer des remédiations en cas d'insuffisance;
- Participer aux réunions de supervision organisées par le PDCE avec les maîtres d'ouvrages délégués et maîtres artisans;
- Participer aux réunions organisées par les maîtres d'ouvrages délégués et les parents d'apprentis et rendre compte par un rapport au responsable de la sous composante;
- Participer à l'évaluation des apprentis;
- Proposer au PDCE un plan de renforcement de capacités des maîtres artisans;
- Rendre compte au PDCE de toutes situations particulières et préoccupantes survenues lors des visites de terrain.

III - Profil et qualification du consultant

- Etre titulaire d'un niveau d'études minimum de BAC+2 ;
- Avoir une expérience professionnelle comme inspecteur pédagogique chef des travaux, enseignant, professionnel chevronné dans les domaines des métiers de la couture, broderie, maçonnerie, plomberie, carrelage, menuiserie, staff, décoration, mécanique automobile, électricité automobile, tôlerie, peinture, vulcanisation, soudure, chaudronnerie, tuyauterie, élevage des porcins, pisciculture, arboriculture, transformation agroalimentaire, pâtisserie, boulangerie, sérigraphie, froid et climatisation, etc..
- Avoir la maîtrise de l'outil informatique.

IV – Dossier de candidature :

Les dossiers de candidature à soumettre pour le recrutement comprendront :

- Une lettre de motivation pour le poste;
- Un curriculum vitae détaillé;
- Des copies certifiées de diplômes, certificats, attestations ou tout autre document justifiant la formation et expérience.

V - Informations supplémentaires :

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires et les termes de référence complets, à l'adresse ci - dessous, les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures.

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par courrier électronique ou sous plis fermé, au plus tard le 8 février 2017 à 16 heures avec mention « Avis de recrutement du personnel de suivi technico pédagogique dans la mise en œuvre de la sous composante 1.1 du PDCE ».

L'adresse à laquelle,
il est fait référence ci-dessus est :
Unité de Gestion du PDCE
À l'attention de monsieur OKOMBI Auxence
Léonard, Coordonnateur du PDCE
Adresse : 177 rue Soweto – Quartier ex-télévision
Baongo - Email : congo.pdce@yahoo.fr

Le Coordonnateur du PDCE
OKOMBI Auxence Léonard

REPUBLIQUE DU CONGO
PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR L'EMPLOYABILITE (PDCE)

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
EN VUE DE RECRUTEMENT DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) ET ASSOCIATIONS CHARGÉES
DE LA SENSIBILISATION ET LA MOBILISATION DES JEUNES VULNÉRABLES DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE
DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR L'EMPLOYABILITE (PDCE)

Référence de l'accord de financement/Numéro du crédit : 5302 – CG
N° d'Identification du Projet : P128628
N° Avis : AMI N° CG -PDCE-021 - SC-CI-17
Date de publication : 25 janvier 2018
Date de clôture : 8 février 2018.

I – Contexte :

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de l'Association Internationale de Développement (IDA) afin de couvrir le coût du Projet de Développement des Compétences pour l'Employabilité (PDCE) et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer les Organisations Non Gouvernementales et Associations chargées de la sensibilisation et de la mobilisation des jeunes vulnérables dans le cadre de la mise en œuvre du projet sus cité .

II - Les services prévus au titre de ce contrat :

Sous la responsabilité du PDCE, l'ONG ou l'association mettra en œuvre des activités de sensibilisation et mobilisation dans les domaines suivants :

- * Identification des jeunes vulnérables déscolarisés dans les différents quartiers de Brazzaville et Pointe noire ;
- * Sensibilisation des jeunes vulnérables déscolarisés sur le projet ;
- * Mobilisation des jeunes vulnérables déscolarisés dans les différents centres de collecte ;
- * Gestion des données statistiques des jeunes vulnérables ciblés et touchés par quartier.

III - Profil et qualification du consultant

- Etre une ONG ou association régulièrement immat-

- riculée au Ministère de l'Intérieur ;
- Exister depuis au moins une (01) année ;
 - Etre capable de fournir les preuves de ses activités sur le terrain (rapports d'activités...);
 - Avoir un siège identifiable et fonctionnel;
 - Disposer d'une expérience d'au moins d'une année de travail dans le domaine de la sensibilisation des jeunes vulnérables déscolarisés ;

V – Invitation :

Le Projet de Développement des Compétences pour l'Employabilité (PDCE) invite les consultants (ONG et Associations) éligibles à manifester leur intérêt en vue de fournir les prestations décrites ci-dessus. Les consultants (ONG et Associations) intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter ces services (documentation, références concernant l'exécution de prestations similaires expériences dans des missions comparables, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel, etc.)

VI - Informations supplémentaires :

Les ONG et Associations intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires et les termes de référence complets, à l'adresse ci - dessous, les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures.
Les dossiers de candidature doivent être envoyés par courrier électronique ou sous plis fermé, au plus tard

le 8 février 2017 à 16 heures avec mention « Avis de recrutement des ONG et Associations chargées de la sensibilisation et la mobilisation des jeunes vulnérables ».

Les ONG et Associations qui seront sélectionnés recevront, une lettre accompagnée d'une demande de proposition les invitant à soumettre une proposition technique et financière. A l'issue de l'évaluation des propositions, au moins quatre prestataires seront retenus à Brazzaville et quatre aussi à Pointe Noire, selon la méthode basée sur la Qualification des Consultants (QC) conformément aux procédures définies dans les Directives « Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, Edition Janvier 2011.

L'adresse à laquelle il est fait référence
ci-dessus est:
Projet de développement des compétences pour
l'employabilité (PDCE)
Unité de Gestion du Projet
Située : 177, rue SOWETO – quartier ex-télévision
Email : congo.pdce@yahoo.fr
Brazzaville – République du Congo

Le Coordonnateur du PDCE

OKOMBI Auxence Léonard



ACHETER UN TELEVISEUR SMART
N'EST PLUS UN LUXE

VESTEL



- 32" HD : 119 000 FCFA HT**
- 43" FULL HD : 219 000 FCFA HT**
- 50" FULL HD SMART : 369 000 FCFA HT**
- 55" FULL HD SMART : 419 000 FCFA HT**
- 65" ULTRA HD SMART : 999 000 FCFA HT**

4 Avenue FOCH - Centre Ville - Brazzaville Tél.: 055 777 888 - 066 69 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après le Rond Point Kassaï - Pointe-Noire Tél.: 044 53 53 53 - 056 056 056